



**CHOISY***le* **ROI**

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎01.48.92.44.44

## ***Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 25 juin 2025***

Le vingt-cinq juin deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures vingt-six, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 18 juin 2025, s'est réuni Salle du Conseil municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

### **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, DESPRES Catherine, BIALAS Thierry, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

### **Étaient représentés :**

M. SAYADI Walid	mandat à M. THIAM Moustapha
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme DESPRES Catherine.
M. OMRANE Alain	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme BOUGUEROUA Hamida	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme FOURNIAUD Martine	mandat à M. BIALAS Thierry
M. ESSONE MENGE Terence	mandat à M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien

### **Étaient absents :**

Mme DOS REIS Sabrina  
M. BANCE Stéphane (à partir de la délibération N°25 062)

**Secrétaire de séance :** Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 14 mai 2025. ....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>4</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	4
→ Retrait de la délibération n° 25 020 portant maintien de la rémunération à plein traitement pendant la période de congé pour maladie ordinaire (CMO) et précédant la période de demi-traitement.....	5
<b>FINANCES.....</b>	<b>8</b>
→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) – Exercice 2024 – Budget Principal .....	8
→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) – Exercice 2024 – Budget annexe des parkings .....	18
→ Affectation du résultat de fonctionnement – exercice 2024 - Budget Principal .....	19
→ Affectation du résultat de fonctionnement – exercice 2024 - Budget annexe des parkings .....	19
→ Approbation du Budget Supplémentaire – exercice 2025 - Budget Principal .....	21
<b>Direction Générale des Services Techniques .....</b>	<b>24</b>
→ Autorisation de cession d'un autocar par l'intermédiaire du site AGORASTORE.....	24
<b>Direction Numérique et des Réseaux .....</b>	<b>26</b>
→ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec TOTEM France - Site Stade Jean Bouin.....	26
<b>URBANISME .....</b>	<b>27</b>
→ Rétrocession du bien sis 107, avenue Anatole France .....	27
→ Approbation du déclassement par anticipation de la salle des fêtes des Navigateurs et de la Cuisine Centrale sis 1 rue Robert Peary .....	29
→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2024 - Remise aux faisans dans la ZAC des Hautes Bornes .....	31
→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2023-2024 de la ZAC Briand Pelloutier.....	33
→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2023-2024 de la ZAC des Navigateurs - Cosmonaute.....	34
<b>COMMERCES .....</b>	<b>35</b>
→ Approbation du Plan d'action 2025 dans la cadre de la convention de partenariat entre la Ville de Choisy-le-Roi et la chambre de Commerce et d'Industrie Départementale du Val de Marne.....	35
→ Tarification 2026 de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure.....	36

<b>PETITE ENFANCE .....</b>	<b>37</b>
→ Approbation d'une mise en Délégation de Service Public (DSP) de la crèche Jean EIFFEL suite au transfert de l'activité dans un nouveau Multi Accueil situé au sein de la ZAC PELLOUTTIER .....	37
→ Rapport d'activité Tony LAINÉ 2024.....	39
<b>SPORTS .....</b>	<b>39</b>
→ Approbation de la subvention de financement par le SEDIF du Crito'Star 2025 .....	40
→ Convention de partenariat projet Crito'Star 2025 avec l'association TCM91-CMOM Team Cycliste Morangis.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>École Municipale Danse Gymnastique Rythmique Arts Chorégraphique .....</b>	<b>44</b>
→ Adhésion de la commune de Choisy le Roi à l'association Nationale Irène POPARD.....	44
<b>Développement Local Citoyenneté (DLC).....</b>	<b>45</b>
→ Financement des actions 2025 dans le cadre du contrat de ville « Engagement quartier 2030 » .....	45
→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux – année 2025 .....	47
<b>Médiathèques .....</b>	<b>48</b>
→ Approbation du nouveau règlement intérieur des médiathèques de Choisy le Roi .....	48
<b>Relations publiques / Jumelage .....</b>	<b>49</b>
→ Attribution d'une subvention dans le cadre des échanges entre les centres de secours de Choisy le Roi et Hennigsdorf.....	49
<b>Conservatoire .....</b>	<b>50</b>
→ Adhésion association Conservatoires de France .....	50
<b>Administration Générale.....</b>	<b>50</b>
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	50

*La séance est ouverte à 19 h 26 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Vous avez été convoqués dans les formes légales pour aujourd'hui.

#### → Désignation du secrétaire de séance

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Monsieur Damien Desroches m'a confié qu'il aimerait vivement être secrétaire de séance. S'il n'y a pas d'opposition, je vous propose de désigner Damien DESROCHES. À l'unanimité, Damien. Il y a une échéance en 2027, si cela peut te donner des idées.

**M. DESROCHES** : Je me prépare, Monsieur le Maire.

*(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire** : Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel.

#### → Appel

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

#### → Approbation du procès-verbal de la séance du 14 mai 2025.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Baranger. Vous avez reçu avec votre convocation le procès-verbal de la séance du 14 mai dernier. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous devons l'adopter. Il est donc adopté, merci.

*(Le procès-verbal du 14 mai 2025 est adopté à l'unanimité.)*

### RESSOURCES HUMAINES

#### → Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire** : Nous abordons l'ordre du jour avec les deux premiers points aux Ressources humaines. Je vais donner la parole à Monsieur COELHO concernant une modification du tableau des effectifs.

**M. Coelho** : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. C'est une délibération que nous avons l'habitude de présenter avec les mouvements de personnel. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnel et des recrutements réalisés et en ouvrir l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Une simple question, il est noté la création d'un adjoint au directeur général des services techniques. Or, un bruit, une rumeur qu'il nous semble important de clarifier nous est parvenu, disant que le directeur général des services techniques était quant

à lui parti en retraite. Donc, créer un poste d'adjoint à quelqu'un qui n'est plus là. Voilà, c'était juste pour que vous nous disiez comment cela va se décliner.

**M. le Maire :** Je pense que Monsieur Coelho a la réponse, mais deux mots. Effectivement, Monsieur François Campeau a fait valoir ses droits à la retraite, mais il reste dans l'effectif avec les trois mois du Maire, plus ses congés, le truc classique. Il reste dans l'effectif jusqu'au 31 décembre. Nous ne pouvons pas embaucher un DGST d'ici là, et l'on ne peut pas rester, vous le comprendrez bien, sans DGST. Donc, nous créons ce poste d'adjoint, mais qui deviendra le DGST, bien sûr ? C'est bien cela, Monsieur Coelho ?

**M. Coelho :** C'est tout à fait cela.

**M. le Maire :** **Il faut voter.** Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 050*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 050 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Retrait de la délibération n°25 020 portant maintien de la rémunération à plein traitement pendant la période de congé pour maladie ordinaire (CMO) et précédant la période de demi-traitement.**

**M. le Maire :** Alors le deuxième point, c'est une chose malheureusement qui nous déçoit beaucoup. Nous sommes obligés de retirer la délibération portant le maintien que nous souhaitons sur la rémunération à plein traitement pendant la période de congé pour nos agents. Je donne la parole à Monsieur Vasco Coelho.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. En deux mots, vous avez déjà tout dit, je vais évoquer un petit peu les décrets, lois, et tout ce qui s'enchaîne. Lors du Conseil municipal du 2 avril 2025, Monsieur le Maire avait proposé au Conseil municipal d'approuver le maintien de la rémunération à plein traitement des agents pendant la période de congé pour maladie ordinaire et précédant la période de demi-traitement. Cette délibération a été approuvée par l'Assemblée délibérante.

Par courrier en date du 16 mai 2025, le bureau de contrôle de légalité et de l'intercommunalité de la préfecture du Val-de-Marne a indiqué que cette délibération était illégale et l'a retirée. La préfecture rappelle ainsi que l'article L 822-3 au Code général de la fonction publique dispose que, au cours de la période définie, l'article L822-2, le fonctionnaire en congé de maladie perçoit dans un premier temps pendant trois mois, 90 % de son traitement, dans un second temps pendant les neuf autres mois, la moitié de son traitement. À compter du 1er mars 2025, les trois premiers mois de l'arrêt maladie sont désormais indemnisés à la hauteur de 90 % du traitement indiciaire pour les fonctionnaires et les contractuels. Il en résulte que depuis l'entrée en vigueur du texte susmentionné, la réduction de 10 % au traitement du fonctionnaire placé en congé maladie ordinaire s'impose aux employeurs territoriaux. Si l'article 72 de la Constitution du 4 octobre 1958 consacre la libre administration des collectivités territoriales par les Conseils d'élus, il prévoit qu'elle l'exerce dans des conditions prévues par la loi. En l'espèce, la loi de Finances pour 2025 ne donne pas compétence aux organes délibérants des collectivités et de leurs établissements publics pour déterminer le pourcentage du traitement maintenu aux fonctionnaires pendant les trois premiers mois du congé de maladie ordinaire.

S'agissant du régime indemnitaire, l'article L714-4 du Code susmentionné précise à cet égard que les organismes délibérants des collectivités territoriales et leurs établissements publics fixent le régime indemnitaire de leurs agents dans la limite dont bénéficient les différents services de l'État. Aussi, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent voter des délibérations sur la base du décret numéro 2010-997 du 28 août 2010 relatif aux agents de l'État et appliquer à leurs agents un régime de maintien des primes et indemnités en cas de maladie, dans les limites de celui prévu pour les agents de l'État, et ce dans le respect du principe de parité prévu à l'article précité. En application des dispositions de l'article 1 du décret du 26 août 2010 précité, les primes et les indemnités sont réduites dans les mêmes proportions que les traitements lorsque le fonctionnaire bénéficie d'un congé maladie. Dès lors, l'organe délibérant ne peut légalement déroger au principe de parité avec la fonction publique de l'État en prévoyant le maintien intégral du montant du régime indemnitaire durant le congé de maladie ordinaire en méconnaissant les dispositions susmentionnées du décret.

En conséquence, la délibération numéro Del 25 020 du 2 avril 2025, relative au maintien de la rémunération à plein traitement des agents communaux pendant la période de congé pour la maladie ordinaire est illégale et doit, selon Monsieur le Préfet, être retiré.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver le retrait de la délibération Del 25 020 du 2 avril 2025 relative au maintien de la rémunération à plein traitement des agents communaux pendant la période du congé pour la maladie ordinaire. Voilà, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Oui, j'ai été surpris, bien sûr que l'on s'y attendait un peu, mais j'ai été quand même surpris de la réaction extrêmement rapide de la préfecture. Ceci nous rappelle l'application des 1607 heures où des collectivités ou des maires ont voulu résister et ne pas l'appliquer. Malheureusement, nous avons tous vu que cela s'est terminé par le fait qu'ils ont dû l'appliquer et avec des amendes à la clé, donc on n'est pas en mesure de résister à cela.

Je pense qu'il y aura une décision, enfin il y aura des discussions lors d'un prochain CT avec les syndicats. Nous examinerons comment, vis-à-vis des agents, apporter une réponse, si cela est possible ou pas financièrement. En l'état, force reste à la loi, et un maire, je ne peux pas ne pas appliquer cette loi. On a essayé. Sincèrement, je ne pensais pas que la réaction viendrait aussi vite. Ce sont les textes sur lesquels ils apportent leur démonstration que malgré la libre administration des collectivités, nous devons nous en tenir aux lois et décrets qui prévalent pour cela. Je vous fais grâce d'accompagnement dans la lettre un peu salée à

mon égard de la part du préfet. Malheureusement, nous devons retirer, approuver le retrait. Y a-t-il des réactions ? Monsieur Kristian Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Bonsoir tout le monde. Merci, Monsieur le Maire. Je tenais à réagir au nom de mon groupe sur, effectivement, ce regret, on le déplore, on le partage face à cette injustice. Je le dis parce que je suis moi-même fonctionnaire territorial et c'est une véritable injustice qui est ressentie comme cela. Parce que là, on sanctionne, pas nous directement, l'État, à travers cette loi de Finances 2025 et à travers la recherche de quelques économies, on sanctionne des gens qui sont simplement malades et qui n'ont pas choisi d'être malade. On avait espéré, envisagé, d'être juste avec les personnes qui sont souffrantes et qui ne peuvent pas venir à leur temps de travail. Je pense à des gens qui sont en encadrement d'enfants, je pense à des gens qui entretiennent nos rues, je pense à des gens qui construisent nos bâtiments. Il n'est pas concevable de pouvoir leur dire de s'asseoir sur ces deniers-là.

Malgré tout, je comprends que là, cette délibération est retirée et l'on va évidemment voter pour. Il n'y a aucune raison de s'opposer, ce serait ridicule, parce que le préfet dans son analyse nous a mis en demeure, en nous disant avant de partir sur un déféré préfectoral auprès du procureur de la République, c'est de dire : on vous avertit, retirez la délibération. Je comprends que la Ville de Choisy-le-Roi n'ait pas souhaité attendre pour aller jusqu'au tribunal qui aurait pu invalider la décision du préfet.

Néanmoins, et je vous rejoins, Monsieur le Maire, on souhaite effectivement que l'on puisse collectivement et collégialement réfléchir à une compensation, qui ne serait pas sur ce delta de 10 %, mais sur la part RIFSEEP qui est le salaire indemnité versé à nos agents, pour que cette somme qu'on était prêt à rendre et à restituer à nos agents qu'on la garde de côté et que l'on continue à réfléchir à cette façon de remercier, d'encourager et de reconnaître l'investissement de nos agents au quotidien. Merci à vous.

**M. le Maire** : Monsieur Guillaud-Bataille, je crois que vous nous avez demandé la parole.

**M. Guillaud-Bataille** : Écoutez, évidemment, on ne va pas vous faire ici le procès de ne pas vouloir le faire, parce que vous nous aviez fait voter pour le faire. Donc évidemment, nous sommes comme vous et nous partageons vos regrets, et même un peu de colère parce qu'il y a un moment quand même où l'État passe beaucoup de temps à regarder les finances des collectivités territoriales et comment elles s'administrent, alors que de son côté, il est tout de même moins regardant, sans compter le fait que lui a le droit au déficit de fonctionnement, ce qui n'est pas notre cas. C'est donc toujours très agaçant d'avoir des leçons de gens qui, objectivement, ne sont pas astreints à la même rigueur. Évidemment, pour les personnels, c'est un coup dur. C'est même d'ailleurs un manque de considération assez important de la part de l'État.

Du coup, Monsieur le Maire, juste vous dire, je crois qu'il est important que vous entriez rapidement en dialogue avec les agents et leurs représentants pour les informer du quoi et du qu'est-ce et ne pas laisser s'installer l'idée que ce serait votre décision, puisque cela ne l'est pas, mais qui plus est pour regarder avec ces représentants du personnel les solutions qui peuvent être trouvées. Il y en a, il y en a certainement, il y en a plusieurs. Je crois que l'on peut regarder via le CNAS, on peut regarder via une assurance complémentaire qui serait abondée par la Ville et qui permettrait via cette assurance de compenser ces 10 %. Voilà des chemins, je pense, qu'il faut trouver rapidement, et je vous enjoins à peut-être caler un CST exceptionnel sur cette question avant les vacances. Cela permettra, je crois, aux agentes et aux agents et à chacune et à chacun de partir sereinement en vacances sans se dire que si jamais ils se cassent le pied au moment de rentrer, ils perdront 10 % de salaire au lieu de revenir au travail. Cela peut paraître anecdotique ce que je viens de dire, mais

c'est exactement ce qui peut se passer et c'est exactement l'angoisse que peuvent avoir un certain nombre d'agents. Donc, peut-être, agir avant les congés serait de bonne politique, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Bien sûr, les syndicats m'ont écrit et nous allons nous entretenir ensemble. Effectivement, nous allons examiner des pistes qui peuvent amoindrir cette décision. Bien sûr, on peut faire un CT exceptionnel, on va voir en fonction des dates, etc., à tout le moins de toute façon, je vais répondre aux syndicats qui m'ont écrit. Il y a sûrement des pistes à trouver sous forme d'assurance où la Ville abonderait, c'est une des pistes à laquelle j'ai pensé. Je vous en dirai plus lorsque j'aurai rencontré les syndicats et voir aussi financièrement quelle marge nous avons. Voilà, mais cette discussion va avoir lieu. Nous sommes mis devant un fait accompli, en fait.

S'il n'y a pas d'autres prises de parole, je mets aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté à l'unanimité. En tant que républicains, nous ne pouvions pas faire autrement que respecter la loi. Mais comme on se l'est tous dit, nous allons entreprendre des discussions.

*Vote de la délibération n° 25 051*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 051 est adoptée à l'unanimité.*

## **FINANCES**

### **→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) — Exercice 2024 — Budget Principal**

**M. le Maire :** Nous allons passer au gros morceau de la soirée, les finances. Vous savez que maintenant il n'y a plus de compte administratif ou de compte de gestion. Maintenant, on appelle cela le Compte Financier Unique, CFU, depuis maintenant quelques années. Je vais passer la parole à Madame Francisot qui va vous vous présenter le CFU, le budget principal, ensuite le budget annexe des parkings qui sera le dernier. Et bien sûr, j'écoute les débats, mais je ne participerai pas au vote. Madame Francisot, vous avez la parole.

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyens. Nous voici au moment de vous présenter le CFU qui retrace comptablement



toutes les opérations en recettes et dépenses, en fonctionnement et en investissement, qui ont été réalisées durant toute l'année 2024. Si le budget principal exprime notre ambition pour la Ville dans une année, le CFU en démontre comptablement la réalisation.

En 2024, alors qu'en BP, nous prévoyions 79,947 millions d'euros en budget global de fonctionnement, que nous avons réajusté à 80,735 millions d'euros en DM, nous avons dépensé 77,683 millions d'euros et reçu 82,077 millions d'euros. Ce delta a permis de dégager un excédent de fonctionnement de 4,393 millions d'euros.

En section d'investissement, nous avons prévu en BP une dépense à hauteur de 30,272 millions d'euros pour être modifiée à 37,242 millions d'euros en décision modificative, il a été réalisé à hauteur de 34,471 millions d'euros, et la recette à hauteur de 30,134 millions d'euros. Le déficit de recettes d'investissement étant couvert par l'excédent de fonctionnement, nous arrivons à un résultat final réel de 56 252,60 euros, et de plus de 127 273,65 euros, en prenant en compte les restes à réaliser qui sont des opérations débutées sur l'exercice 2024 en marché public, mais dont la facturation pour les dépenses ou les recettes n'était pas parvenue avant la date imposée de clôture par l'État.

Je vais maintenant détailler les dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement augmentent de 4,81 % en 2024 comparés à 2023. Il y a des dépenses réelles et des dépenses d'ordre qui sont simplement des opérations comptables visant à retracer comptablement, forcément, les amortissements et les sorties d'actifs des biens cédés pour leur valeur nette comptable. On retrouve donc le pendant de cette opération recette d'ordre d'investissement. Je vais donc m'attacher aux dépenses et recettes réelles de fonctionnement. En page 6 de la notice, vous pouvez observer une répartition des charges par chapitre comptable. Les charges de personnel représentent la partie la plus importante de nos dépenses réelles de fonctionnement avec 43,549 millions d'euros en 2024 contre 41,895 millions d'euros en 2023. En plus des augmentations classiques, glissements, vieillesse, technicité, plusieurs mesures ont fortement impacté cette réaugmentation de 3,9 % : la revalorisation en année pleine du point d'indice à 1,5 %, la revalorisation indiciaire de 5 points de grille statutaire, l'augmentation de 1 % du taux de cotisation patronale à la CNRACL au 1er janvier 2024, notre décision d'attribuer aux agents de la Ville une prime de pouvoir d'achat dont la deuxième partie a été versée en juin 2024, mais aussi l'organisation de deux scrutins électoraux, dont celui des législatives qui n'était pas prévu.

Ensuite, à 24 % de la part des dépenses réelles, les charges à caractère général augmentent de 12 % par rapport à 2023. Si depuis quelques années, c'était le coût des dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, etc.) qui était mis en cause, cette année, nous notons une nette augmentation des contrats de prestation de services passant de 4,04 millions d'euros à 4,85 millions d'euros, soit + 19,9 %. Il fallait régulariser en 2024 notre contribution Siresco de 614 000 euros, et nous avons payé à notre prestataire ELIOR 349 000 euros de plus pour la prise en compte du contrat en année pleine. Enfin, la participation au déficit du CMS était de 493 000 euros en 2024 contre 180 000 euros en 2023. Les primes d'assurance ont progressé de 12,8 %. Je ne reviendrai pas sur le sujet puisque de tous bords, nous nous accordons à dire que le gouvernement doit s'emparer du sujet qui devient lourd et difficile pour nos collectivités.

Enfin, les dépenses d'honoraires et de conseils passent de 13 000 euros à 528 000 euros. Ces dépenses comprennent les AMO pour le transport communal et celles qui nous accompagnent dans le dossier des marchés forains. Elles comprennent également les pénalités conventionnelles payées au SAF 94 pour l'acquisition des biens avenue Villeneuve-Saint-Georges suite à la fin de la convention de portage. Les impôts et taxes payés par la Ville augmentent également de 2,3 %, notamment à cause de la taxe foncière. Les autres charges de gestion courante représentent 13 % de notre budget et sont en légère

diminution. En 2024, nous avons payé 9,5 millions d'euros contre 10,8 millions d'euros en 2023. On enregistre une légère diminution du FCCT : 3,37 millions d'euros en 2024 contre 3,64 millions en 2023. Le montant des subventions de fonctionnement attribuées est également en diminution de 24,4 % avec la prise en compte des excédents cumulés, la subvention du CCAS a été de 2,06 millions d'euros en 2024 contre 2,4 millions en 2023. En 2024, le montant de la subvention pour les parkings s'est élevé à 290 000 euros alors qu'en 2023, nous avons prévu une subvention à hauteur de 1,2 million d'euros pour le remboursement anticipé des emprunts. Les autres subventions versées sont restées quasiment stables. On note une petite augmentation des subventions versées aux associations sportives et aux associations politiques de la Ville.

Je terminerai sur les dépenses de fonctionnement en évoquant les charges financières qui représentent 1 % des dépenses réelles de fonctionnement. En 2024, elles étaient de 638 000 euros, contre 583 000 euros en 2023. Ces charges concernent principalement le remboursement des intérêts de la dette. Ces intérêts sont en hausse de 3,4 % qui est à peu près le taux auquel nous empruntons actuellement, du fait des emprunts, donc, ces intérêts sont dus à des emprunts de 10 millions réalisés en 2024. De plus, preuve que les choses se tendent au niveau du fonctionnement pour nos collectivités, contrairement à 2023, nous avons dû faire des tirages sur la ligne de trésorerie afin d'assurer un fonctionnement normal de la Ville. Aujourd'hui, le taux moyen de notre dette est de 2,44 % et la durée de vie moyenne de l'emprunt est de 4 ans et 8 mois. La Ville est passée d'un endettement de 844 € par habitant en 2020 à notre arrivée, à 691 € par habitant en 2024, sachant que la moyenne de l'endettement des villes moyennes est à 978 € par habitant.

Malgré la complexité à construire un budget en fonctionnement qui traduit l'ensemble de notre volonté face, notamment, aux décisions arbitraires de l'État depuis 2020, nous avons réussi à diminuer globalement l'endettement de la Ville tout en avançant sur nos promesses en investissement que je vous présenterai dans un instant, après avoir fait un tour rapide sur nos recettes de fonctionnement.

Nos recettes de fonctionnement sont majoritairement alimentées par la fiscalité locale. Les recettes ont augmenté de 2,6 % avec notamment la revalorisation annuelle en fonction de l'inflation des bases de la valeur locative décidée par l'État, et l'évolution de la taxe de séjour qui, on le suppose, a bénéficié de la période des Jeux olympiques. Le chapitre 71 des impôts et taxes représente une part aussi importante, malgré sa diminution de 2,8 %. En 2023, la MGP nous avait attribué une dotation de solidarité communautaire que nous n'avons pas perçue en 2024, et le Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France a également diminué de 4,5 %, soit un peu plus de 160 000 euros. Les dotations et participations représentent 17 % de nos recettes réelles de fonctionnement. Elles ont diminué par rapport à 2023, passant de 14,27 millions d'euros à 14,11 millions d'euros. En effet, si la DGF a légèrement augmenté, passant de 9,6 à 9,8 millions d'euros, les recettes de FCTVA et les allocations compensatrices faites en contrepartie des exonérations légales ont fortement diminué.

J'en viens aux produits des services et du domaine qui représentent essentiellement la participation des Choisyens aux services rendus par la Ville. Les recettes de ce chapitre évoluent de 4,7 %. L'évolution la plus importante de ce chapitre est celle des autres produits, notamment avec le reversement par le Sipperec de 21 500 euros pour la production d'énergie photovoltaïque et de 224 000 euros pour le remboursement de mise à disposition d'agents par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre. 77 % des recettes à ce chapitre sont néanmoins attribuées aux prestations de services, dont le montant global n'évolue que de 0,6 %, la part la plus importante étant liée à la restauration scolaire.

Pour terminer sur les recettes de fonctionnement, je précise qu'en 2024, nous disposons d'un excédent de fonctionnement reporté de 345 382 euros.

Pour ce qui concerne la section d'investissement, les dépenses totales de cette section sont en évolution de 66,27 %. Je passe sur les dépenses d'ordre qui sont des mouvements entre chapitres budgétaires pour vous présenter les dépenses réelles. La prévision budgétaire était de 33,89 millions d'euros et les réalisations s'élèvent à 31,18 millions d'euros, milliards, pardon, millions. Oui c'est cela, on est bien d'accord. Les immobilisations corporelles représentent 31 % de ces dépenses. Parmi ces dépenses, on retrouve la part versée en 2024 sur l'acquisition des 4 à 8 Voie des Roses, et l'acquisition des biens du SAF pour 2,4 millions d'euros. On retrouve également les dépenses d'installation générale et d'aménagement des constructions pour près de 3,3 millions d'euros.

Ces dépenses ont permis des aménagements dans divers sites des bâtiments communaux. 831 000 euros ont bénéficié aux structures de l'enfance et de la petite enfance avec des travaux divers dans les écoles, centres de loisirs et de vacances. Près de 911 000 euros ont servi pour les travaux sur les structures sportives, notamment au stade Jean Bouin avec la réhabilitation de la piste d'athlétisme et des travaux d'aménagement des tribunes et des vestiaires. Les structures culturelles ont bénéficié de 630 000 euros de travaux, notamment avec la réhabilitation du site Hollander et des travaux au théâtre-cinéma. Le poste de rénovation du réseau électrique de la Ville a également mobilisé 832 000 euros. L'achat de matériel et outillage d'incendie, de voirie, et autres, nous a coûté 1,9 million d'euros. Une grande partie était réservée aux espaces verts. Nous y trouvons la réhabilitation du pont Rondu. Nous avons investi dans l'achat d'un mammographe pour le CMS, nous avons réhabilité la passerelle de la Cuve, nous avons mis en place des aménagements sur la Dalle Sud. Nous avons investi pour le réaménagement du centre de loisirs de l'Odyssée.

Nous avons réalisé bien d'autres choses, mais si je devais vous citer l'ensemble de nos réalisations, nous y serions encore longtemps. Je vous invite donc à consulter les détails que vous retrouverez dans la maquette ou à partir de la page 22 de la notice.

Les immobilisations incorporelles sont de 445 000 euros. On y retrouve des frais d'étude pour la dalle, la voirie, une étude démographique, scolaire, ou encore un ponton pour une éventuelle arrivée d'une navette fluviale. On y retrouve également la subvention d'équipement pour les sapeurs-pompiers et la subvention versée à Valophis pour les travaux de création de la Maison des Femmes.

Je vais maintenant faire un petit point sur les opérations en AP/CP. Sur l'AP concernant le groupe scolaire Langevin Mandela, en 2024, 646 000 euros ont permis de remettre aux normes l'élémentaire Langevin en termes de sécurité incendie, notamment avec la construction d'une cage d'escalier. Ils ont également permis la réfection des sanitaires sous le préau, le remplacement des menuiseries extérieures et des stores.

Sur l'AP concernant les travaux de voirie, nous avons dépensé près de 1,8 million d'euros. Cela a permis le réaménagement des rues des Pâquerettes, Brongniart, et Jean-Baptiste Clément, des avenues Rondu et Charles Jules Vaillant, ainsi que de la voie des Roses.

Concernant le programme des aires de jeux pour enfants, la dépense a été de 390 000 euros en 2024. Elle a permis des travaux à la crèche Eiffel, dans les écoles Mandela, Cachin, Noblet, du Parc, Casanova, et Langevin, mais aussi aux parcs Thorez, des Gondoles, de la mairie ou du square Brossolette.

Pour le programme de renouvellement urbain du quartier sud, la dépense 2024 a été de 2,06 millions d'euros. Elle comprend la participation à la ZAC des Navigateurs, la mission de

maîtrise d'œuvre pour le pôle petite enfance, et l'équipement socioculturel ainsi que la participation à la ZAC des Hautes Bornes. Le programme de plantation des arbres a mobilisé 435 000 euros avec des plantations dans divers quartiers, écoles et au cimetière. En 2024, 641 000 euros ont été dépensés dans le programme de rénovation de l'élémentaire Hugo, les couvertures du restaurant scolaire et du bâtiment logement ont été remplacées et l'ensemble des façades isolé.

Pour le programme de requalification du CTM en 2024, 248 000 euros ont été dépensés afin d'installer des constructions modulaires qui accueillent provisoirement les bureaux de la voirie et de la propreté urbaine durant les travaux. Enfin, pour terminer sur les programmes, le programme d'amélioration du confort d'été dans les écoles a mobilisé 213 000 euros. Ces dépenses ont permis la mise en place de stores occultant sur les façades exposées, l'achat de ventilateurs pour les écoles et centres de loisirs, et d'autres petites dépenses visant notamment à mettre en place des brumisateurs dans le respect des normes sanitaires.

En 2024, le remboursement de la dette a évolué de 2,7 %, passant de 4,21 millions d'euros à 4,33 millions d'euros. Concernant les recettes réelles d'investissement, 9,8 millions d'euros proviennent de l'excédent de fonctionnement capitalisé. 1,2 million d'euros proviennent du FCTVA. La taxe d'aménagement suit la tendance nationale et est en diminution, passant de 371 000 euros en 2023 à 277 000 euros en 2024. Nous avons perçu 2,19 millions d'euros de subventions d'investissement venus de la CAF pour les centres sociaux, de la MGP sur plusieurs projets, d'IDF Mobilités pour les arbres qu'ils n'ont pas plantés sur le tracé du tram, du Sipperec pour la rénovation thermique du gymnase Rousseau, ou encore de l'État et de la Région sur d'autres opérations concernant notamment la sûreté et la sécurité dans la Ville. Les opérations en AP/CP ont reçu 838 000 euros de subventions de l'État, du Sipperec, et du Conseil départemental pour six de nos programmes. Vous trouverez une liste non exhaustive de ces subventions page 31 de la notice.

Nous avons, comme précisé précédemment, réalisé deux emprunts de 5 millions chacun afin de finaliser ce budget de plus de 30 millions d'euros de dépenses. Voilà pour ce qu'il en est de la comptabilité de 2024.

**M. le Maire** Très bien. Y a-t-il des interventions ? Je pense que oui. Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : On va évidemment quelques mots, sans pour autant rallonger inutilement notre soirée. Peut-être quelques mots d'abord, en commençant par ce qui nous unit, c'est-à-dire, je crois, un profond déplaisir, même une condamnation, du choix de l'État, nous l'évoquions à propos du personnel, de faire peser ses difficultés financières en grande partie sur les collectivités territoriales et de les assécher alors qu'elles sont, c'est un chiffre que l'on a peu évoqué ici, mais elles sont souvent responsables de 70 % de l'investissement public en France. C'est-à-dire qu'au-delà de leur seule activité et des seuls services qu'elles proposent, elles font vivre pour 70 % les investissements, la construction, la voirie, donc tout un système économique qui ne peut vivre que si les communes sont en capacité d'investir et de faire de la commande publique.

Je veux le dire ici, parce que c'est particulièrement fou aujourd'hui de nous dire que la seule solution pour redresser la France serait de relancer la croissance et de casser le principal outil de travaux publics du pays. Dans la série, le serpent qui se mord la queue, on est quand même assez bien. Évidemment, là-dessus, vous le savez, je crois, nous partageons l'essentiel des choses sur le fait que les collectivités devraient être préservées et non pas pressurées. Évidemment, là-dessus, nous sommes en accord.

Peut-être une petite remarque sur une difficulté que vivent nos concitoyennes et nos concitoyens. Vous insistez, y compris publiquement, sur le fait que la commune n'a pas augmenté le taux communal d'impôt local. Dont acte. Pour autant, on le voit dans ce compte, j'allais dire compte administratif, excusez-moi, vieilles habitudes, dans ce CFU, il y a quand même une augmentation de 1 million de cette fiscalité locale. Or, nous le savons toutes et tous, avec la disparition de la taxe d'habitation, c'est devenu finalement une assiette d'individus beaucoup plus réduite qui aujourd'hui est ponctionnée par la taxe foncière.

Évidemment, je vais avoir du mal à plaindre les multiples propriétaires, les marchands de sommeil, ceux qui investissent pour faire des revenus immobiliers ou même de la spéculation foncière, et qui payent cette taxe comme tous ceux qui sont propriétaires. Mais je crois que nous devons vraiment avoir une pensée pour ceux qui, à Choisy, sont nombreux à être propriétaires habitants et qui, à Choisy, ne sont pas des propriétaires habitants qui roulent sur l'or. Pour la plupart d'entre eux, ils tirent le diable par la queue. Ils ont décidé d'acheter, mais bien souvent en se disant qu'il y allait avoir plusieurs années, voire des décennies de difficultés pour payer le prêt. Or, cette augmentation de la taxe foncière qui est décidée au Sénat, décidée par l'État, vient leur taper dessus un peu plus, tout en ne suffisant pas, en fait, à financer les collectivités locales qui sont censées l'être par ce biais. Je voulais quand même dire un mot de cela, parce que je crois que c'est là aussi quelque chose que nous partageons, mais dont on a besoin de donner une traduction concrète sur le quotidien et sur la vie de nos concitoyens. Cela me semblait important.

Je ne vais pas revenir en détail sur les chiffres que vous donnez, nous avons dit ce que nous pensions de ce budget. Vous nous présentez son exécution budgétaire, vous avez fait, on va dire en tout cas en partie, ce que vous avez dit, nous n'avons pas changé d'avis sur les choix qui ont été les vôtres. Donc, ce n'est pas la peine de refaire le débat ce soir. Quand même, qu'il me soit permis de noter quelques chiffres qui nous semblent importants. D'abord, cette question de la dette, nous en avons beaucoup parlé, cette année vous avez augmenté de 10 millions, vous prévoyez cette année d'augmenter encore l'emprunt. Vous l'avez dit, nous sommes largement en dessous des seuils des Villes de mêmes strates, et cela ne fait que renforcer notre regret que vous ayez fait trois années blanches ou trois années en retrait en termes d'investissement en ne recourant pas à l'emprunt. D'autant que, on le voit dans le tableau qui nous est présenté, emprunter aujourd'hui fait grimper le taux moyen de nos emprunts, tout simplement parce que la dette est devenue, enfin l'emprunt est devenu, plus cher aujourd'hui qu'hier. Chacun avait connaissance, était lucide sur le fait que nous avions entre 2021, 2022, mi 2023, vécu une petite parenthèse enchantée de l'emprunt où l'argent était finalement peu cher. Chacun savait que cela allait finir par s'arrêter. C'est le cas aujourd'hui, et c'est aujourd'hui que vous décidez de recourir à l'emprunt massivement. Évidemment, nous allons voir, malheureusement, dans les années qui viennent, en tout cas encore pour l'année 2025, augmenter nos taux d'emprunt, ce qui est toujours une mauvaise nouvelle, puisque tant qu'à faire de payer quelque chose, payer de l'argent n'est pas forcément la chose que l'on a tous envie de faire. Là, pour le coup, je pense que nous sommes dans le même cas.

Autre point, vous m'excuserez de le dire, et je sais que vous allez me dire que je me trompe, mais nous avons regretté ou en tout cas pointé du doigt l'explosion des amendes de police l'année dernière, qui avait atteint 360 000 euros sur le CFU 2023. Cette année, nous constatons qu'elle atteint 585 294 euros, ce qui est une augmentation certaine. L'année dernière, vous aviez tenu à m'expliquer que c'étaient les amendes de police nationale. Excusez-moi, mais je crois qu'aucun Choisyen ne pourra croire qu'il y a eu une augmentation de l'activité de la police nationale sur le territoire de la commune pouvant expliquer quasiment le doublement des amendes de police, ou alors vraiment, ils le font nuitamment lorsque nous dormons. Ainsi donc, il s'agit bien des amendes qui sont effectuées par la police municipale, qui sont parfois des amendes qui relèvent de l'État et

que l'État nous reverse une fois ceci fait. Nous sommes obligés de constater que les amendes ne cessent d'exploser et de s'accumuler. Évidemment, nous le regrettons.

Enfin, parce que c'est la commune qui est concernée et qui nous pose question, on le verra évidemment sur le budget supplémentaire, mais le fait que le résultat net soit de seulement 127 000 euros, une baisse de presque 50 % par rapport à l'année dernière, évidemment, pose question. Le budget supplémentaire va s'en ressentir en étant coincé dans cette enveloppe et en gros, l'excédent de fonctionnement, aujourd'hui, est à peine suffisant, à 127 000 euros près, pour combler le déficit de financement de l'investissement. Dans les prévisions que vous nous aviez confiées, on avait constaté dans le budget primitif que notre épargne devenait négative pour cette année. Évidemment, là-dessus, nous sommes vigilants et inquiets de la situation financière de notre commune qui n'est pas la seule, mais qui est en situation dégradée. Évidemment, il conviendra d'y être particulièrement attentif dans les mois qui viennent.

**M. le Maire :** Bien. Merci Monsieur Guillaud-Bataille. D'autres interventions ? Non.

Écoutez, oui, sur la première partie de votre intervention, on peut effectivement se rejoindre sur les coupes sombres qu'ont fait subir les différents gouvernements, bien sûr, sur nos subventions aux communes, les dotations aux communes, cela ne date pas d'hier et lorsque j'étais à votre place, je le déplorais aussi avec la majorité en place, puisque la Ville de Choisy-le-Roi a perdu près de 14 millions d'euros en 10 ou 11 ans, ce n'est pas rien effectivement. Comme vous l'avez dit justement, bien sûr, les communes dans leur diversité peuvent s'enorgueillir de faire fonctionner, ils agissent pour 60 %, 70 % du montant de la commande publique, ce n'est pas rien, et l'emploi, bien sûr, et tout ce qui vient derrière. Moi aussi, je suis d'autant plus en colère que souvent, ce que nous demandons, les maires, au-delà de l'aspect des finances, c'est quand même de débloquer notre beau pays qui a beaucoup d'atouts.

Je le dis et je le redis, la France, c'est une Formule 1 qui est à l'arrêt. J'en veux pour preuve lorsque j'ai interpellé le préfet de région pour nous permettre de lancer des travaux arrachés de longue lutte au bailleur du Lugo, vous savez le gourbi de Choisy-le-Roi, et que cela nous a été refusé alors que pour les Jeux olympiques tout a été autorisé, je n'en dirai pas plus là-dessus, là il y avait tous les droits, toutes les exemptions possibles alors qu'il y avait des gens dans des logements où il y a eu deux tentatives de suicide. Vous connaissez tous la situation. Enfin bref, maintenant je peux vous dire, on a la joie, on s'est vu avec leur conseil syndical, le bailleur qui a accepté de reconstruire à neuf, le permis va être déposé, nous avons vu les locataires, nous avons vu CNL Logement qui les représente, avec Monsieur Moreau que vous connaissez bien. On peut se réjouir, nous sommes parvenus à nos fins, c'est une opération qui va s'étaler sur dix ans, puisque tout va être reconstruit par une opération à tiroir. Les premiers logements seront livrés d'ici trois ans pour la première tranche et après, cela s'accélère. Mais tous les logements à l'heure actuelle, surtout ceux qui sont le plus éloignés dans cette reconstruction vont bénéficier de nouvelles fenêtres, de ventilation, qu'ils n'avaient pas et toute l'amélioration nécessaire qu'ils demandaient depuis longtemps. Mais ils nous ont fait perdre, on a perdu, deux ans. Voilà.

Alors que face à une situation pareille, j'aimerais quand même que les gouvernants, les préfets de région, nous écoutent, et surtout dans la situation du logement en France, nous aide à faire face. Il y a des bailleurs sociaux qui sont dans une situation assez catastrophique, nous réclamons un taux de TVA à 5 % qu'ils refusent, accordé pour d'autres choses où l'argent coule à flots. Là aussi, on ne va pas débattre, nous l'avons dit, mais c'est quand même à croire que l'on n'habite pas dans le même pays ou que l'on ne voit pas les mêmes personnes. On peut se rejoindre de toute façon. Nous, notre action, et le budget principal le renvoie bien, parce que oui, nous avons fait ce que nous avons dit. Nous avons

été impacté par le COVID, la guerre en Ukraine, mais nous avons fait ce que nous avons dit. Il reste à faire bien sûr, mais surtout vis-à-vis des gens les plus défavorisés.

En matière d'aide sociale, nous avons poursuivi ce qui se faisait, nous avons même amplifié, bien sûr, et nous sommes très heureux pour les écoles. Nous avons poursuivi ce qu'ils faisaient et nous avons amplifié notamment avec les cours oasis, végétalisées, qui sont magnifiques. Il y a un gros programme cet été encore dans les écoles. Donc, cela se faisait avant et nous nous inscrivons dans ces pas. Bien sûr, c'est une tradition Choisyenne. Nous pouvons être fiers de nos écoles et des investissements que nous y faisons. Surtout, nous sommes attentifs aux plus faibles, et dans les plus faibles, vous l'avez relevé, il y a aussi des propriétaires qui se sont saignés pour acquérir leur appartement ou leur maison, et c'est bien pour cela que sur la part communale qui compose la taxe foncière, nous n'y touchons pas depuis cinq ans, nous n'y toucherons jamais, pour permettre aux gens d'être à égalité avec les villes voisines, et de toute façon, de par la valeur locative, cela augmente tous les ans.

Sur les emprunts, bien sûr, vous nous l'avez dit plusieurs fois, mais je vous le redis. On ne peut pas emprunter si l'on n'a pas un projet pour pouvoir obtenir les taux qui vont avec. Là, ils ont plutôt tendance à descendre. Pourquoi on emprunte plus ? Parce que là, il y a les investissements qui s'accroissent, qui vont même s'accroître dans l'avenir, puisque notre piscine est dans un état de plus en plus lamentable, elle a 70 ans, et je n'ai jamais dit que j'allais construire une piscine sur un premier mandat, mais nous réfléchissons dessus. Sur le terrain où l'on va la faire, il va falloir trouver 20 millions d'euros.

Sur la partie fonctionnement, nous essayons de faire des économies, mais cela est bien difficile, Madame Francisot l'a dit, près de 50 %, c'est la masse salariale. Sur les investissements et sur les dépenses, il y a ce qui est obligatoire, il y a ce qui n'est pas obligatoire. Sur ce qui est obligatoire, nous faisons tout ce qu'il y a à faire, sur ce qui n'est pas obligatoire, cela comprend notamment des aides aux plus faibles que nous nous refusons à enlever. Si vous regardez de très près ce CFU, vous verrez que nous accordons une attention particulière à ce qu'attendent les citoyens de notre part, qui se révèle d'ailleurs dans tous les sondages. Mais nous, on n'a pas attendu les sondages. Nous connaissons notre ville, nous sommes proches des gens. En fait, de quoi nous parlent-ils ? Logement, sécurité, pouvoir d'achat, cadre de vie. Tous nos investissements vont dans ce sens. Le compte administratif, tous les comptes sont parfaitement sincères, puisque vous l'avez relevé, nous avons une faible épargne nette. Nous ne trichons pas. Nous pouvons même dire que l'on serait beaucoup plus à l'aise, il nous manquerait 4 millions d'euros en fonctionnement. Alors, ce n'est pas propre à notre commune, c'est toutes les communes, toutes les collectivités, qui sont en proie à des difficultés financières importantes. Je n'en veux que pour preuve la lettre de 60 %, même 70 % des présidents de département toutes tendances confondues qui renoncent, ils ont averti l'État que dorénavant ils ne dépenseraient pas, ils ne couvriraient pas, les dépenses imposées par l'État qui ne seraient pas suivies de dotations ou de subventions. C'est un engagement qu'ont pris 70 % des présidents des départements de France, parce que cette situation économique est réelle.

On nous avait parlé, on nous avait vanté tous les mérites de la terre avec les Jeux olympiques qui allaient régler tous nos problèmes, comme on l'avait fait avec la Coupe du monde, le Championnat d'Europe, etc. Je n'ai jamais cru à ces solutions. J'aimerais que les gens s'interrogent, est-ce que les problèmes des Français sont réglés parce qu'il y a eu les Jeux olympiques ? Moi, j'ai l'impression qu'ils s'accroissent. Je n'ai pas honte de le dire, j'étais contre ces Jeux olympiques, je le suis d'autant plus encore maintenant, surtout quand je vois le nombre de restaurateurs qui a fermé parce que les clients ne pouvaient pas, pendant les Jeux olympiques, accéder à leur restaurant, et non pas parce que je suis contre les Jeux olympiques. Je suis contre ces Jeux olympiques gigantesques qui ne profitent, peut être que nous serons d'accord, qu'aux multinationales, pas aux petits commerçants. Il n'y

avait qu'à voir, vous ne pouviez même pas amener une petite bouteille d'eau, il fallait la prendre sur place, mais sur place, ils ne vous vendaient pas la bouteille d'eau, ils vous vendaient le verre avec une consigne de 2 euros, donc si vous ne ramenez pas le verre, vous payez le verre d'eau plus 2 euros. Évidemment, ils sont malins, il y avait écrit Jeux olympiques, alors les personnes gardaient soit le verre en souvenir, soit il y avait une telle queue pour le ramener que finalement ils le mettaient à la poubelle. C'est super comme jeu populaire. Les petits sandwiches avec hot dog à 12 euros, j'ai fait analyser le hot dog, j'attends, parce que j'ai eu le malheur d'en acheter un. J'en ai mangé 1/4. C'est peut-être la petite histoire, mais je pense...

Et le gouvernement, bien sûr, on dit le gouvernement, je pense aussi qu'ils font ce qu'ils peuvent, mais ils pourraient faire bien plus avec du bon sens parce que lorsque je les entends dire qu'il y a trop de fonctionnaires, peut-être qu'il y a trop de fonctionnaires, mais avant de dire cela, il y a des économies structurelles à faire avec les différentes agences, les territoires, la métropole, et tout ce qu'on nous a pondu qui devait amener des économies, mais qui en fait n'a fait qu'amener des dépenses supplémentaires et en plus une complexification, une complexité, pardon, dans les dossiers, et bien sûr un retard dont souffrent nos concitoyens dans les réalisations de ce que nous leur devons. J'ai cité le Lugo, mais il y en a plein d'autres. Je vous ai aussi évoqué lorsque je suis arrivé en 2020, j'ai rendu visite à notre ville jumelée, Hennigsdorf, où le maire me dit : « ici aura lieu la nouvelle piscine ». Nous y sommes retournés trois ans après pour l'inauguration de la piscine. Nous, il faut d'abord faire des études et des dossiers pendant trois ans, et ensuite on lance la construction. En fait, cela prend sept ans. C'est quelque chose qui peut être corrigé, qui ne coûte rien, qui ne coûte rien. Libérons les énergies. Moi, je crois toujours à notre beau pays. Je crois aux communes, je crois aux hommes politiques de tous bords, surtout les maires qui ont de la volonté à revendre, quelles que soient leurs étiquettes politiques, avec leur valeur et leurs idées propres qui œuvrent pour leurs concitoyens, mais on est barrés par des tas de contraintes qui peuvent être aisément levées.

Je ne vous cache pas, de toute façon vous pouvez analyser les chiffres, je dis quand même que chapeau au désendettement, parce que quand même, Monsieur Guillaud-Bataille, vous pourriez le relever, on a quand même baissé l'endettement de la commune. C'est cela qui nous permet d'avoir recours... oui. Attendez, les chiffres, c'est factuel, c'est contrôlé, il y a ce qu'on appelle le compte de gestion.

**M. le Maire** : Les comptes de gestion sont vérifiés, quand même, par le Trésor public.

**M. le Maire** : On n'invente pas les chiffres quand même.

**Mme Francisot** : C'est écrit sur la maquette.

**M. le Maire** : On ne leur fait pas dire n'importe quoi, on serait retoqué dans le compte de gestion. Si. Bon, écoutez, si c'est...

**M. le Maire** : Si c'est votre avis, c'est votre avis.

**M. Guillaud-Bataille** : Je ne vous dis pas qu'il y a écrit n'importe quoi dans vos chiffres. Je vous dis, et on en a la démonstration chaque jour, que les chiffres, on peut leur faire dire tout ce que l'on veut, et à peu près n'importe quoi. Voilà, c'est tout. Et d'ailleurs, vous le faites très bien.

**M. le Maire** : Non, Monsieur Guillaud-Bataille, sauf en matière fiscale, parce qu'il y a des contrôles. Sauf en matière fiscale. Lorsqu'il y a tant d'habitants, il y a un endettement de tant, on divise par le nombre d'endettement, ça donne le résultat et cela, vous pouvez le faire vous-même.



**M. Guillaud-Bataille** : C'est une interprétation, Monsieur le Maire. On ne va pas y passer la soirée.

**M. le Maire** : Écoutez, c'est comme cela que c'est présenté dans toutes les villes de France, c'est comme cela que s'est présenté au Territoire.

**M. le Maire** : Monsieur Guillaud-Bataille, restez tranquille. Demandez la parole, je vous la donne. Je vous ai écouté.... Non, je ne vous interpelle pas. Attendez, Monsieur Guillaud-Bataille, vous avez fait l'analyse du compte CFU, ce que l'on appelait le compte administratif, vous avez fait votre analyse, elle est respectable, c'est votre analyse. Permettez quand même que le Maire fasse la sienne.

Moi, je ne cache rien, je vous dis que le budget, la réalisation a été extrêmement difficile et je suis d'autant plus satisfait du petit exploit, mais vous pouvez dire le contraire, je pense que les gens qui s'intéresseront à nos comptes, notamment les pouvoirs publics, verront que l'endettement a baissé. Voilà, c'est comme cela, c'est jugé comme cela depuis des années. Pour autant, nous allons attaquer la construction du budget 2026, nous verrons si c'est nous qui le mettrons en œuvre. Cela, c'est autre chose, nous sommes dans une démocratie, c'est très bien ainsi, et cela ne s'annonce pas très facile. Mais comme toujours, nous trouverons les solutions sans rien retirer aux Choisyennes et aux Choisyens, et cela, les Choisyennes et les Choisyens peuvent le vérifier dans tout ce qui leur est proposé, tout ce qui leur été proposé avant et tout ce qui est proposé maintenant. On n'a rien retiré de ce qui se faisait avant, et nous accentuons ce qui se fait dans les aides, on peut aisément le démontrer.

Après, il y a une période qui s'ouvre difficile, surtout au vu de l'actualité internationale. Qui peut prédire ce qu'il va se passer dans les mois qui viennent ? Ce n'est pas très réjouissant, mais nous, nous allons nous en tenir à Choisy-le-Roi, à ce que je vous ai expliqué : tout pour le citoyen, et surtout ses besoins premiers qui s'expriment, qui nous sont répétés chaque jour. Il y a des problèmes de logement, il y a un problème de pouvoir d'achat, un problème de sécurité, c'est ce qu'ils veulent, que l'on règle, et surtout le cadre de vie qu'il est important d'embellir et de préserver ce que nous avons fait, ce que nous allons continuer à développer.

Là, nous étions sur le budget principal, Amandine ? Il faut le voter. Y a-t-il des votes contre ?

**M. le Maire** : Oui, excusez-moi, excusez-moi. En plus, je l'ai signalé à mon premier adjoint en disant : « je vais sortir ». Donc, je donne la parole et la présidence à Monsieur Id Elouali, ou est-ce que vous voulez, comme je dois sortir aussi pour les parkings, que l'on parle des parkings et je sortirai ? Non ? D'accord, je sortirai pour les deux. C'était pour éviter de faire des sorties. OK, je sors, je rentre.

*[Monsieur le Maire quitte la séance à 20 h 31]*

**M. Id Elouali** : Bonsoir à toutes et à tous. Qui se prononce contre ce qui vient d'être présenté ? Qui est pour ? Plutôt, qui s'abstient, avant ? Qui est pour ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie. C'est noté, Monsieur le Directeur des Services. Parfait. On va faire appel de nouveau au maire.

*Vote de la délibération n° 25 052*

Ont voté pour : 41

ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET

Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (PANETTA Tonino)

*La délibération n° 25 052 est adoptée à l'unanimité.*

*(Retour de M. le Maire)*

**M. le Maire** : Monsieur le premier Adjoint ?

**M. Id Elouali** : Voté à l'unanimité.

**M. le Maire** : À l'unanimité. Écoutez, je vous en remercie.

#### **→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) — Exercice 2024 — Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Je redonne la parole à Madame Francisot pour le CFU annexe des parkings.

**Mme Francisot** : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Cette fois-ci pour le budget annexe des parkings, nous avons un budget global en fonctionnement de 1.063 million d'euros en dépenses et de 1.089 million d'euros en recettes de fonctionnement.

En investissement, nous avons avec les reports compris 1 362 324 de dépenses et 1 339 970 euros en recette. Cela nous fait un excédent net de 3653,42 euros. L'an dernier, le montant de la subvention d'équilibre du budget des parkings était de 290 000 euros. Comme nous le voyons, la part la plus importante des dépenses d'exploitation concerne les frais de personnel pour les mêmes raisons que pour la Ville, mais aussi les charges de copropriété je le rappelle, malgré le passage en DSP courant 2025, nous conservons sur notre budget de fonctionnement, mais cette fois-ci, ce sera sur le budget Ville. Rien de plus sur un budget des parkings qui est un budget essentiellement technique, en réalité.

**M. le Maire** : Y a-t-il des interventions ? Non, je n'en vois pas. Alors je sors. Monsieur Ali Id Elouali, reprenez votre sceptre.

*[Monsieur le Maire quitte la séance à 20 h 34]*

**M. Id Elouali** : Rebonsoir. Même exercice. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? C'est donc voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n° 25 053*

Ont voté pour : 41

ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte,

LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (PANETTA Tonino)

*La délibération n° 25 053 est adoptée à l'unanimité.*

*(Retour de M. le Maire)*

**M. le Maire** : Voté à l'unanimité. Merci à vous.

→ **Affectation du résultat de fonctionnement — exercice 2024 — Budget Principal**

→ **Affectation du résultat de fonctionnement — exercice 2024 — Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Toujours Madame Francisot, vous gardez la parole. Les affectations de résultats, budget principal, annexe et autres. Est-ce que vous les passez l'un derrière l'autre ou est-ce que je donne la parole à chaque affectation ? C'est comme vous voulez.

**M. le Maire** : On va le faire un par un. Allez-y, puisqu'il y a un vote à chaque fois.

**Mme Francisot** : Sur l'affectation du résultat de fonctionnement du budget de l'exercice 2024, sur le budget principal, l'excédent de fonctionnement pour l'exercice de 2024 est de 4,393 millions d'euros. Cette somme est affectée de la façon suivante :

- 4,2 millions d'euros au compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé en recette d'investissement pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement,
- 127 273,65 euros au compte 002 excédent de fonctionnement reporté en recette de fonctionnement pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

Ces écritures donc seront vues au budget supplémentaire à venir.

**M. le Maire** : Vous voulez que l'on vote tout de suite, ou est-ce que l'on passe en revue, puis on les vote un par un ? C'est comme vous voulez. Monsieur Guillaud-Bataille, vous voulez intervenir ? On expose les quatre et après on les vote un par un, ou vous voulez que l'on vote à chaque fois ? On expose les quatre ?

**M. le Maire** : Non, mais après on les vote un par un, mais si tu veux dire un mot sur les quatre à la suite, puis après je donne la parole, parce qu'il y a un peu de temps. Vas-y, Amandine.

**Mme Francisot** : Merci. Pour l'affectation du résultat de fonctionnement du budget annexe des parkings, l'excédent de fonctionnement pour l'exercice était de 26 007,36 euros. Cette somme va être affectée de la façon suivante :

- 22 353,94 euros au compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé en recette d'investissement pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement,
- 3653,42 euros au compte 002 excédent de fonctionnement reporté en recettes de fonctionnement pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

Je vais passer au budget supplémentaire.

**M. le Maire** : Non, il y aura peut-être un débat sur le budget supplémentaire. Je reviens sur le budget principal, sur le vote, à moins qu'il y ait des interventions, je n'en vois pas. Monsieur Guillaud-Bataille ? Je pensais que vous aviez levé la main. Donc, on va voter pour l'affectation du résultat de fonctionnement du budget principal. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 054*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 054 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Ensuite, l'affectation du résultat pour le budget annexe des parkings. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 055*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian,

BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 055 est adoptée à l'unanimité*

### → Approbation du Budget Supplémentaire — exercice 2025 — Budget Principal

**M. le Maire** : Alors, le budget supplémentaire, c'est un peu plus pointu. Madame Francisot, vous gardez la parole.

**Mme Francisot** : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Le budget supplémentaire permet d'intégrer les résultats que nous venons de constater. Pour les inscriptions nouvelles de l'exercice 2025, en section de fonctionnement, les inscriptions nouvelles s'élèvent à 122 900 euros, 1000 euros inscrits au chapitre de l'administration générale sur les dégrèvements et les contributions directes, 121 700 euros mis au chapitre des ressources humaines, notamment pour couvrir l'augmentation de la prime d'assurance des risques statutaires, encore les assurances. Du coup, nous ajustons un petit peu les dépenses autres. Et un ajustement de 200 euros pour les relations publiques, donc pour une subvention aux pompiers dans le cadre du jumelage avec les pompiers d'Hennigsdorf.

Pour ce qui concerne les recettes, les recettes nouvelles de fonctionnement s'élèvent, enfin sont diminuées, de 4373,65 euros. Sur l'administration générale, nous diminuons de 55 783 euros. Cela va être, essentiellement, la diminution des impôts et allocations compensatrices de 157 000 euros, couplée à l'ajustement de la dotation globale de fonctionnement qui nous a été notifiée à 100 000 euros de plus, à un peu plus de 100 000 euros de plus que prévu. Sur l'urbanisme et le foncier, nous ajoutons un dégrèvement des taxes foncières pour les années 2019 à 2023 de 51 409 euros.

En section d'investissement, les dépenses d'investissement, les nouvelles dépenses d'investissement. Nous n'en avons pas, enfin, nous les estimons à zéro, c'est-à-dire que nous ajustons des chapitres entre divers services, mais il n'y a pas de nouvelles dépenses, donc il n'y a pas de nouvelles recettes non plus. C'est fini pour la Ville.

**M. le Maire** : On va mettre aux voix. Y a-t-il des interventions sur ce BS ? Mr Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Très rapidement, parce que c'est un budget supplémentaire qui est évidemment très, très petit compte tenu du peu de report que nous avons de l'année dernière. Vous me permettrez tout de même de noter avec un sourire que, malgré cela, vous trouvez quand même encore le moyen de faire une dépense supplémentaire sur la police municipale, parce qu'il ne faut jamais s'arrêter.

Ensuite, quand même, Madame Francisot nous dit que sur les dépenses d'investissement, c'est zéro. La réalité, c'est que l'on supprime une participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers de 62 000 euros pour pouvoir acquérir un certain nombre de logiciels et de licences. Donc, là-dessus, il y a certes un réajustement, mais le réajustement c'est, à moins que vous me disiez que les pompiers vous ont appelé pour dire qu'ils n'en avaient pas

besoin, auquel cas je ne dirai plus rien, mais sinon je voulais quand même souligner cela. En vous remerciant.

**M. le Maire :** Non, mais on n'a rien supprimé aux pompiers. Leur grosse dépense, c'est quand ils font des réhabilitations sur la tour où ils s'entraînent. Il s'avère que c'est eux qui nous font la demande, et là, ils ne nous ont pas fait de demandes. Ils nous ont demandé une aide pour la réception d'Hennigsdorf. Mais à chaque fois que les pompiers nous demandent quelque chose, nous sommes les premiers à dire oui, puisque s'il y a des gens méritants, ce sont bien les pompiers et il n'y a vraiment aucun souci là-dessus, on n'a absolument rien supprimé.

Quant à la dépense sur la police municipale, elle aurait pu être bien plus importante si nous avions suivi ce qui se pratique à l'heure actuelle, c'est-à-dire du débauchage et une concurrence plus que déloyale de la part de certaines communes voisines, puisque les élections municipales arrivent, que dans tous les sondages ce qui est mentionné, et donc les maires voisins, notamment un qui est très, très proche de nous, qui a trois mandats, et sa police municipale en trois mandats est composée de cinq policiers municipaux, nous a débauché huit policiers municipaux. Parce que nous n'avons pas voulu faire de surenchère, on a dit stop, nous ne ferons pas de surenchère pour garder nos policiers municipaux. Nous les gardons parce qu'ils sont heureux à Choisy. Les huit policiers municipaux qui sont passés dans une ville à côté sont tous sur le point de la quitter, mais nous ne les reprendrons pas. Certains ont demandé à revenir, nous ne les reprendrons pas, parce qu'ils sont partis uniquement pour avoir un salaire supérieur. Nous ne jouons pas à ce jeu-là. Donc, il y a eu des formations qui sont obligatoires puisque suite à ces départs, nous avons embauché de nouveaux policiers municipaux pour rester au même niveau, et lorsque l'on embauche un policier municipal il y a des visites, des stages obligatoires et autres qui amènent des dépenses supplémentaires que nous avons faites. Ces dépenses auraient pu être bien plus importantes si nous nous amusions à pratiquer ce qui se fait autour de nous. Et cela, notre équipe de policiers municipaux est bien au courant, est d'accord, ils nous ont réitéré leur confiance. Ils sont heureux à Choisy-le-Roi, ils s'épanouissent.

Une information importante quand même, pour des personnes qui douteraient encore de l'utilité des caméras, puisque les caméras sont aussi là pour assister les personnes. On a mis en place, on s'éloigne un peu du budget principal, mais c'est quand même important cette information. On a mis en place des caméras avec un centre de surveillance, et nous avons mis en place ce que l'on appelle un rappel à l'ordre, lorsqu'il y a des gamins de 10 à 18 ans, 18 ans, ce ne sont plus des gamins, mais qui font une première bêtise, pour leur éviter de se retrouver devant le juge et pour faire en sorte qu'ils prennent conscience de ce qu'ils ont fait quand c'est un premier méfait. Surtout, on les convoque avec leurs parents. Ils ne sont pas obligés de venir, mais 70 % viennent. C'est très productif, ils se rendent compte, les parents aussi avouent qu'ils ignoraient certaines choses. Enfin bref, il y a 3 semaines, nous avons convoqué des parents parce que nos caméras, la personne qui est derrière au centre de CSU, a vu deux gamins, un de huit ans et un de dix ans, se baigner dans la Seine. S'il ne les avait pas vus, et s'il n'avait pas alerté la police municipale qui de suite a été sur place, ils n'arrivaient pas à reprendre pied sur la rive, et si une péniche était passée à ce moment-là, ils étaient noyés. J'ai dit aux parents que j'étais particulièrement heureux qu'ils soient ici présents avec leurs enfants. Je n'ai pas voulu les accabler, parce qu'on peut se demander où sont les parents quand même, huit et dix ans, en train de se baigner dans la Seine. Les gendarmes qui, avec les PAM, je ne sais plus comment on appelle les secouristes, les gendarmes sur la Seine, nous ont dit qu'eux sont toujours accompagnés avec une corde parce que bien que ce soient des professionnels, si une péniche passe, ils n'arrivent pas à remonter, donc rien que pour cela... Et il n'y a pas eu que cela, on a sauvé d'autres personnes grâce aux caméras, c'est aussi une aide. Donc, là-dessus, nous restons, c'est une demande forte de notre population. L'augmentation est vraiment minime par

rapport aux besoins, et je vous le donne comme information, mais dans toutes les réunions de quartier on nous demande des caméras supplémentaires, des policiers supplémentaires, et à un moment donné on ne peut pas faire face à tout. Je fais partie, comme vous qui l'avez indiqué souvent, de ceux qui pensent que c'est la responsabilité numéro une de l'État, c'est régalien, mais comme beaucoup de maires de gauche et de droite, nous sommes obligés de pallier et de faire cette police municipale, mais ô combien j'aimerais qu'ils soient intégrés à la police nationale, que l'on ait les hommes qu'il faut comme il y avait avant, comme lorsque la gendarmerie était à Choisy. Enfin bref, c'est une petite augmentation et il n'y a pas eu de dépenses nouvelles.

C'est un tout petit BS. Y a-t-il des demandes d'intervention supplémentaires ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous alors.

*Vote de la délibération n°25 056*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 056 est adoptée à l'unanimité*

### **→ Approbation du Budget Supplémentaire — exercice 2025 — Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Madame Francisot. Budget supplémentaire, budget annexe des parkings. Il y a une guêpe ? Ah, tu as peur de la guêpe ? Et pas des souris ? Parce qu'il y a une souris qui est passée.

**Mme Francisot** : Je serais déjà sur la table.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Pour le budget annexe des parkings, ce sera encore beaucoup plus rapide, puisque l'on avait dit qu'il nous restait 3653,42 €. On a ajusté le chapitre des dépenses de personnel, du coup on a remis le reste sur le chapitre des charges à caractère général.

**M. le Maire** : Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 057*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 057 est adoptée à l'unanimité*

## **DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES**

### **→ Autorisation de cession d'un autocar par l'intermédiaire du site AGORASTORE**

**M. le Maire** : C'est toujours à vous, Madame Francisot. Autorisation de cession d'un autocar. Expliquez-nous.

**Mme Francisot** : Ce n'est pas grave, c'est moi. Je n'ai pas la délibération, mais je sais de quoi l'on parle. Il y a un de nos cars, actuellement, qui n'est pas utilisé. Nous avons eu un marché pour ce qui concerne l'Agorastore, cela permet de mettre en place la vente de ce car, dont le montant de départ est fixé à 60 000 euros compte tenu de l'état du véhicule, simplement.

**M. le Maire** : Des interventions ? Je n'en vois pas. Monsieur Francisot, Monsieur Guillaud-Bataille, excusez-moi.

**M. Guillaud-Bataille** : D'abord, on avait prévu de dire un mot pour savoir si la Ville comptait en racheter un, puisqu'elle avait décidé d'en céder un qui était vieillissant. Mais j'entends dans le propos de Madame Francisot qu'en fait, ce car n'est pas utilisé, donc c'est pour cela qu'on le vend. Là, j'arrive sur vrai problème : quand on discute avec les enseignants, quand on discute avec les centres de loisirs, tous nous font part de difficultés de plus en plus importantes pour obtenir des cars, pour se déplacer dans la ville, pour aller à la piscine, pour aller au stade, etc., y compris parfois à devoir se retrouver à marcher avec les petits sous la canicule ou sous l'averse parce qu'on n'a pas eu le car, et là vous nous dites qu'il y a un car qui n'est pas utilisé. Donc, vous comprendrez que nous avons, pour le coup, une question un peu plus importante que celle que nous avons initialement, puisque pour nous c'était que l'on se sépare d'un car, que sais-je, qui est au diesel et sans climatisation, pour passer à l'électrique avec climatisation pour les petits. Évidemment, nous ne pouvons qu'être pour, si c'est sans se séparer parce qu'il ne sert pas alors que nous entendons en permanence des besoins. Nous avons une autre question, voilà.

**M. le Maire** : Madame Francisot va vous répondre, mais je tiens à vous répondre, Monsieur Guillaud-Bataille. Voyez-vous, j'assiste aux Conseils d'école, et des écoles élémentaires et de tous les conseils d'école élémentaire auxquels j'ai assisté, personne ne m'a dit cela,



personne, ni les parents d'élèves, ni la directrice. Je peux ajouter que l'on peut s'amuser à comparer le nombre de mises à disposition des cars à Choisy-le-Roi vis-à-vis des écoles et de ce que font les villes voisines, quelles qu'elles soient. Je suis prêt, venez avec moi, on va compter. On est bien au-dessus de ce que font les autres villes et je vous le concède, c'était le cas avant aussi. C'est ce que je vous disais au préalable, c'est que l'on s'inscrit dans une continuité à ce niveau-là, et franchement, on n'a pas à rougir. Sincèrement, je veux bien discuter avec les directrices ou les parents d'élèves qui me demanderaient cela. Pour ma part, Madame Ostermeyer pareil, on assiste au Conseil d'école, Monsieur Druart pareil, on nous parle de plein de choses, mais jamais, jamais, les parents d'élèves ou la directrice ou les profs ne nous ont parlé d'un problème à ce sujet. De toute façon, et pour être tout à fait transparent et sincère, il y a déjà un tel nombre de mises à disposition des cars que, de toute façon, on est au-dessus des autres villes, et pour des parcours des fois quand même très courts, on ne pourrait pas de toute façon aller au-dessus. Il y a un moment, on ne va pas non plus, pour traverser deux rues, mettre un car à disposition. Je donne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Je pense que Bénédicte va répondre sur les créneaux de mise à disposition, mais sur les créneaux de mise à disposition, je crois que l'on est bien supérieur à ce qui se faisait il y a six ans. Cette année, je tiens à vous préciser, jamais, jamais, le budget pour le transport scolaire, les bus, n'a été aussi important dans cette ville. Alors, ce n'est pas parce qu'on se sépare d'un bus, ce n'est pas que cela. Ce sont les moyens que l'on met pour les écoles, pour les centres de loisirs, pour les centres sociaux. Ce sont les moyens que l'on met derrière pour les bus. Cette année, c'est 350 000 euros de budget, qui seront d'ailleurs même sûrement réévalués en fin d'année, qui sont alloués au bus. Donc, on ne peut pas me dire aujourd'hui que les écoles n'ont pas de bus. Voilà.

**Mme Hache :** Effectivement, je confirme tout ce qui a été dit auparavant par Madame Francisot et Monsieur le Maire. Il y avait effectivement, auparavant, les directeurs et les directrices d'école qui se plaignaient d'une répartition des cars qui n'était pas intéressante pour eux, parce que cela leur donnait beaucoup de demi-journées de cars et non pas de journées entières. Or, pour faire une sortie, souvent, il faut avoir une journée entière. Donc, à la demande de l'Éducation nationale, en tout cas des directeurs et des directrices d'école, un groupe de travail a été monté, dans lequel ils ont participé et dans lequel les choses ont été mises à plat. La redistribution, le changement d'organisation pour les cars, a été actée avec l'Éducation nationale. Aujourd'hui, dans tous les conseils d'école auxquels j'assiste et ceux pour lesquels j'ai des comptes rendus, les directeurs et les directrices d'école nous disent qu'ils sont bien contents de cette nouvelle organisation et qu'ils ont obtenu plus de cars à la journée leur permettant de faire plus de sorties. Et je n'ai eu aucun retour négatif sur cette nouvelle organisation.

**M. le Maire :** Merci, Madame Hache. J'ajouterai que ce car, vraiment, est parfaitement inutile. Par contre, l'assurance est très chère et il n'y a pas que le car qui va être en question. On a un certain nombre de véhicules qui ne sont pas utilisés. Comme beaucoup de communes, on s'interroge, vu les augmentations vertigineuses que nous demandent les assureurs pour notre parc. Beaucoup de communes vont s'autoassurer, parce qu'elles ne sont plus en mesure de payer. Déjà l'année dernière, nous nous sommes posé la question. Les communes ne sont plus en mesure de payer des sommes extravagantes qui sont demandées aux villes et aux collectivités. C'est fou. Déjà, à titre personnel, vous vous rendez bien compte, on parlait tout à l'heure de pouvoir d'achat, quand on voit le niveau qui est atteint aujourd'hui par les assurances pour une petite bagnole, mais pour nous la commune, on se demande d'ailleurs si l'on ne va pas s'autoassurer ou trouver une solution, parce que cela devient de la folie. Donc, on allège le parc pour les poids morts, c'est-à-dire ce qui ne nous sert pas, pour diminuer la masse d'assurance. Mais cette question reste entière. On en discute entre maires, comment ils font eux ? Il y en a qui ne peuvent pas

payer ce qu'on leur demande. On a un parc quand même important. Cela ne diminue pas, comme l'a dit Madame Hache, le nombre de sorties que l'on offre. Là-dessus, ils sont bien traités, ils nous le disent.

On va passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

#### *Vote de la délibération n°25 058*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 058 est adoptée à l'unanimité*

### **DIRECTION NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX**

#### **→ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec TOTEM France — Site Stade Jean Bouin**

**M. le Maire** : Je vais donner la parole à Monsieur Chalbi qui va nous parler d'une convention avec la société TOTEM France.

**M. Chalbi** : Merci, Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les élus. Je profite de cette prise de parole pour faire une note explicative concernant la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société TOTEM France sur le site du stade Jean Bouin. La Ville de Choisy-le-Roi est engagée depuis plusieurs années dans une démarche d'encadrement du déploiement des infrastructures numériques 4G, 5G, sur son territoire. Dans ce cadre, une nouvelle convention est proposée avec la société TOTEM France, gestionnaire d'infrastructures et de télécommunications, concernant un pylône situé sur le stade Jean Bouin parcelle AS 131. Cette Convention annule et remplace celle signée initialement avec Orange France le 26 novembre 2003, dont TOTEM est désormais l'ayant droit. Le nouveau contrat prévoit une mise à disposition du domaine public pour l'hébergement d'équipements techniques, une redevance annuelle de 12 000 euros net révisée automatiquement de +2 % par an, une durée initiale de 10 ans prorogeable tacitement par période de 6 ans. Il est précisé que la Ville ne supporte aucun coût et conserve un droit de regard sur les modifications futures via une autorisation d'urbanisme. Cette convention s'inscrit dans la volonté de la municipalité de maîtriser les implantations d'infrastructures télécoms, tout en assurant la valorisation du domaine public. Il est précisé

qu'aucune nouvelle antenne n'a été installée sur le domaine public au cours de ce mandat. Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention avec la société TOTEM France.

**M. le Maire :** Bien. Y a-t-il des interventions ? Non, je n'en vois pas. C'est très technique. Des votes contre ? Abstention ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 059*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 059 est adoptée à l'unanimité*

## **URBANISME**

### **→ Rétrocession du bien sis 107, avenue Anatole France**

**M. le Maire :** Nous arrivons à l'urbanisme. C'est toi qui présentes, ou c'est moi ? Parce qu'on m'a mis moi et c'est urbanisme.

**M. Id Elouali :** Il y a dans l'ordre déjà l'approbation...

**M. le Maire :** Je sais bien, c'est moi qui la présente, avenue Anatole France, et le déclassement, c'est moi ? D'accord.

Là aussi, c'est malheureusement une mauvaise nouvelle, puisque vous vous souvenez que nous avons tenté de préempter un bien au 107 avenue Anatole France, c'est un hôtel qui est bien connu dans la ville d'une famille bien connue. Nous l'avons préempté pour permettre à de jeunes travailleurs en difficulté ou des familles en difficulté, vu que nous avons été alertés qu'un marchand de sommeil voulait se l'approprier et que dans son plan, bien sûr, comme beaucoup, il voulait faire payer les chambres à 1500 euros mensuels. Nous, c'était intolérable vu l'hiver, le nombre de personnes dehors, surtout parmi des jeunes. Nous avons donc préempté ce bien. La personne qui est un professionnel à l'affût de ces biens nous a intenté un procès au tribunal administratif, arguant que notre projet n'était pas assez mûr. Évidemment, on a saisi une opportunité d'apporter une réponse aux besoins. Le tribunal administratif, malgré le procureur qui a été dans notre sens, nous a condamnés au profit du marchand de sommeil et nous a condamnés à rétrocéder le bien, c'est fou, à cette société qui avait manifesté son intérêt.

Je m'en étais expliqué avec quelques-uns, on l'avait payé 490 000 euros, on le rétrocède 490 000 euros. Entre-temps, on a perçu des loyers à hauteur de, c'est indiqué, 236 000 euros. Je n'ai pas saisi le Conseil municipal tout de suite, parce que le notaire en question nous a alertés aujourd'hui, nous lui avons posé la question, et j'ai attendu un certain temps pour vérifier que cette somme était bien créditée sur notre compte parce que donc, on revend pour la même somme, 490 000 euros, mais on déduit les sommes que l'on a encaissées entre-temps, ce qui est logique, pour que l'on ne soit pas gagnant et qu'il ne soit pas perdant, et ainsi de suite. Donc les 236 ou je ne sais combien de sommes ont bien été créditées sur notre compte, ce qui fait que la Ville ne perd pas un centime d'euros, mais on nous enlève la possibilité d'aider, comme on s'en est expliqué tout à l'heure, des gens dans le besoin, dans la précarité. Je trouve cela lamentable. Donc, si nous n'avions pas touché ces 230 000 euros, j'aurais retiré cette délibération. Nous rentrons dans nos fonds, bien sûr. Il y a trois ans, nous aurions peut-être fait appel de la décision, aujourd'hui les choses étant tellement compliquées et les finances manquantes, je n'ai pas voulu engager la Ville dans ce débat, mais je me ferai entendre à qui de droit. C'est quand même lamentable de couper l'herbe sous le pied à des communes qui veulent s'occuper des gens qui sont dans le pétrin ou à la rue.

Ayant l'assurance que ces sommes sont bien rentrées, sont bien sur les comptes, je vous demande de le voter puisque c'est comme tout à l'heure, de toute façon, c'est la loi. Le tribunal administratif nous a condamnés à recéder ce bien à la société en question, mais que l'on va suivre de près, avec qui l'on va discuter malgré tout. Ils n'ont pas intérêt de faire un pas de travers sur la demande de permis de construire ou la réhabilitation, parce qu'on ne va pas les louer.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. On va procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Je n'en vois pas. Malheureusement, c'est voté à l'unanimité. On ne pouvait pas faire autrement, mais je pense que d'autres occasions, peut-être, se présenteront, et nous avons bien cela à l'esprit. Il y a quand même des gens à la rue et il faut éviter qu'ils tombent entre les mains de ces marchands de sommeil. On se fera entendre quand même, on peut être énervé par beaucoup de choses, mais je trouve cela lamentable quand même, particulièrement. Le procureur général nous avait donné raison.

#### *Vote de la délibération n°25 060*

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 060 est adoptée à l'unanimité*

**→ Approbation du déclassement par anticipation de la salle des fêtes des Navigateurs et de la Cuisine Centrale sis 1 rue Robert Peary**

**M. le Maire :** Nous avons l'approbation du déclassement de la salle des fêtes des Navigateurs et de la Cuisine Centrale. C'est l'ancienne Cuisine Centrale qui n'est plus utilisée, il y a une dent creuse là-bas. Donc, la Cuisine Centrale, nous avons obtenu de la part de Renault la rétrocession de 2 hectares sur le terrain Renault, avec à la clé 5 millions d'euros pour le terrain, l'adapter, etc., ce terrain sera dépollué puisqu'il est pollué, faire un chemin, enfin faire la structure pour accueillir notre future Cuisine Centrale.

Néanmoins, il faut quand même trouver entre 8 et 10 millions d'euros pour construire la Cuisine Centrale. Donc, nous avons fait un appel à projets à des promoteurs sur ce périmètre, nous avons reçu cinq offres que nous avons départagées, nous avons retenu une offre qui nous assure de reconstruire une cuisine, une salle des fêtes, puisque la salle des fêtes est au coin où il y a la Cuisine Centrale, de reconstruire une salle des fêtes neuve avec une cuisine, un truc super, et à la clé la Ville est indemnisée à hauteur de 5,7 millions, ce qui fait que cela assure 70 % du financement de la Cuisine Centrale, et surtout cela termine la configuration de ce quartier avec de l'accession à la propriété haut de gamme, mais à un prix qui ne dépassera pas 4500 euros le mètre carré. C'est ce que vend Expansiel à côté sur les nouveaux logements qui ont été construits, mais avec une qualité autre. Pour pouvoir le céder au promoteur, comme c'est ce qui appartient aux collectivités, c'est du domaine public, il faut le déclasser, ensuite on fait la vente, ensuite ils déposent les permis, etc. On a eu des assurances sur la Cuisine Centrale. Lors d'une réunion de quartier, j'ai expliqué à l'association des Navigateurs, que la salle des fêtes serait démolie, comme la Cuisine Centrale, qu'ils bénéficieront d'une nouvelle salle des fêtes dernier cri avec une super cuisine. Elle m'a dit : « c'est très bien ». Il faudra que l'on trouve pendant un an un lieu pour que les activités... j'en ai, cela peut être à Langevin, cela peut être autre part, un lieu pour que les associations et tout ce qui s'y passe, les lotos, les réunions, il y aura un lieu pour que cela continue, bien sûr, pour que la vie sociale continue à se faire. Ce qui vous est demandé ce soir, c'est de voter cette déclassification pour faire cette opération et assurer le financement de la future Cuisine Centrale. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Monsieur le Maire, c'est vraiment problématique la façon que vous avez là de présenter les choses. Si vous avez autant d'éléments, Monsieur le Maire, il faut les communiquer. Il faut nous dire les choses parce que nous, non, dans la délibération, il n'est pas question, il n'y a pas le montant du prix, il n'y a pas le fait que la salle des fêtes va être construite, et l'on ne sait pas ce qui va être construit à cet endroit-là. On ne sait pas combien de logements, quelle est la nature du projet, à quoi cela va ressembler, etc. S'ils sont prêts à mettre plus de 5 millions pour acheter le terrain, et en plus, refaire une salle des fêtes publique, c'est qu'ils ont bien l'intention de construire quand même, et de bien construire, pour mettre une somme pareille pour un îlot.

Du coup, c'est très compliqué pour l'opposition de se déterminer, Monsieur le Maire. On fait quoi ? On vous croit sur parole sur ce que vous venez d'annoncer à la volée, c'est cela qu'il faut que l'on fasse ? C'est un peu compliqué, vous admettez. Si le projet est aussi avancé que vous le dites, vous avez retenu des opérateurs, vous avez tous les éléments que vous venez de nous dire à l'oral, pourquoi ne l'avons-nous pas en annexe ? Pourquoi n'avons-nous pas ces éléments en annexe de la délibération ? Cela pose quand même une sacrée question et un sacré problème sur la façon dont vous traitez votre opposition et dont vous menez le débat public, très honnêtement, Monsieur le Maire. Moi, là, je suis arrivé au Conseil municipal en me demandant bien de quoi il était question. Là, je découvre qu'il y a

un projet immobilier, en fait, qui est prêt, mais dont nous n'avons aucune connaissance. Donc, quels sont les éléments de ce dossier ? À partir de là, Monsieur le Maire, ne vous fatiguez pas. Enfin, donnez-nous quand même les éléments, ou envoyez-les-nous, parce que j'imagine qu'il y a des dossiers qui sont constitués et que ce n'est pas seulement à l'oral que les choses se font, vu les sommes en jeu.

Très honnêtement, sur la base des documents qui nous sont envoyés, nous ne pouvons que nous abstenir. Et encore, on s'abstient parce que l'on veut vous laisser un peu de crédit sur vos déclarations orales. Mais très honnêtement, Monsieur le Maire, ce n'est pas possible de travailler comme cela, de jouer des 5 millions en termes de financement, combien il y aura de logements, Monsieur le Maire ? Sur quelle emprise ? Quelle hauteur ? Vous voyez, vous nous demandez de déclasser dans le PLU un endroit pour une opération immobilière, et nous ne savons pas ce que c'est. Comment voulez-vous que l'on approuve une chose pareille, Monsieur le Maire ? Ce n'est pas bien, parce que ce n'est pas respectueux de votre opposition.

**M. le Maire :** Bien. Je vais vous répondre. Le Conseil municipal sert à cela, aussi. On administre la Ville. Mais je vais répondre à vos questions, et j'étais à votre place, et les choses nous étaient présentées ainsi. Alors après, on nous présentait le projet, ce que l'on vous fera, mais les choses étaient ainsi, la majorité faisait des choix. Donc, nous avons fait un choix, mais je vais répondre à vos questions directes.

Le projet va comprendre 90 logements d'accession à la propriété, avec un engagement : un prix de départ ultra bas par rapport à ce qui se fait, 4500 euros le mètre carré, alors que partout ailleurs c'est 5000 ou 5500. Expansiel construit à côté, ils ont tout vendu, et ils vendent entre 4500 et 5000 euros le mètre carré. Quand vous dites, ce qui est dit au Conseil municipal est enregistré, il faut bien administrer la Ville, donc c'est la construction de 90 logements avec 90 parkings. Je demande parce qu'à cinq ou six près, Denis ?

**M. le Maire :** C'est bien 90 logements d'accession à la propriété avec 90 places de parking, la Ville en tirera 5.7 millions dont nous avons absolument besoin, et la délibération porte sur la déclassification. On vous en dit les causes, mais sur l'aménagement de la ville et tout, c'est la majorité qui le fait, comme elle le faisait en son temps lorsqu'il y avait une autre majorité. Par contre, on vous donnera effectivement, je l'entends, tous les documents, et comme pour la galerie, je vous ai parlé de la galerie où l'on nous a présenté des projets, on vous présentera en réunion ou en Conseil extraordinaire qui ne porteront que sur ce projet, on vous présentera le projet où vous pourrez faire des remarques, bien sûr, parce que le permis n'est pas déposé, donc il est temps de faire des remarques. Ce projet, on vous le présentera. Vous pourrez vous exprimer comme on vous présentera le projet que l'on a reçu pour démolir la galerie qui est sur la dalle.

Ce n'est pas du tout un manque de respect. Dans un second temps, les choses vous sont présentées. Mais là, c'est un choix de gestion et d'aménagement, comme nous le faisons pour le Lugo, comme le faisait l'ancienne majorité pour le Lugo. Ce n'est pas un manque de respect, c'est le fonctionnement d'une municipalité, c'est le fonctionnement des communes. Mais je reviens vers vous, si vous me le demandez et vous me le demandez, je vous donnerai tous les éléments, et l'on vous fera une présentation du projet où vous pourrez faire vos remarques sur le projet. Là, on vote sur la déclassification pour que ce projet voie le jour, pour que la Ville encaisse des recettes pour pouvoir, après, aménager et amener d'autres services aux Choisyennes et aux Choisyens. Je retiens vos remarques, vos demandes, le projet vous sera présenté. Ce que je vous dis ici, il n'est pas question de crédibilité, c'est la réalité, nous sommes au Conseil municipal, cela concerne 90 logements et 90 places de parking. C'était un axe important, on veut dans cette ville, par nouveau logement construit, une place de parking.

**M. Id Elouali :** Je rajouterai juste que le projet est accompagné d'une qualité environnementale, puisqu'il prévoit 40 % de pleine terre à l'endroit où il y a zéro, où il y a aujourd'hui bitumé, artificialisé. Pour le coup, c'est un plus pour le cadre de vie, c'est un plus pour les questions environnementales. J'insiste énormément sur le fait que ce projet, enfin que les recettes doivent être dédiées à un projet tout aussi attendu, utile, à savoir la Cuisine Centrale, et j'insiste également sur le fait que ce projet ne devrait pas enlever au quartier un espace dédié à la vie locale, en l'occurrence une salle des fêtes. Oui, je me réjouis qu'il y ait une salle des fêtes qui est prévue pour faire en sorte que ce projet ne soit pas juste un projet immobilier, mais qu'il soit accompagné aussi bien d'une qualité environnementale que d'une animation sociale.

**M. le Maire :** Bien sûr que le projet vous sera présenté, et vous aurez tout votre rôle à jouer, avec vos remarques qui seront entendables et dont on tiendra compte. Il y a encore une abeille ?

Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas, on peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions. D'accord, vous avez des procurations, aussi ? Vous comptez avec les procurations. D'accord. Vous avez noté les abstentions et le reste ? Bon. Merci de vos votes.

Monsieur Guillaud-Bataille, je vous rassure, on se reverra sur ce projet qui vous sera présenté.

*Vote de la délibération n° 25 061*

Ont voté pour : 37

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, , LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 5 (BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 061 est adoptée à la majorité.*

**→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2024 — Remise aux faisans dans la ZAC des Hautes Bornes**

**M. le Maire :** Pardon ? Ils marmonnent. On en est où ? L'urbanisme, les comptes ? Il faut voter ou c'est une présentation ? C'est un dont acte ?

**M. le Maire :** Donc il faut voter. Je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous présenter les Comptes Rendus Financiers Annuels, dit CRFA, pour trois ZAC. Je vais commencer par celui qui concerne la Remise aux faisans dans la ZAC des Hautes bornes. Un petit rappel pour dire que dans cette ZAC de la Sadev, Valophis habitat est propriétaire d'un foncier d'environ 12 500 m<sup>2</sup>, initialement occupé par un foyer Adef de 300 chambres et des ateliers relais. Le programme est inscrit à la Convention ANRU de 2020 et dans le permis d'aménager de 2022. À noter dans les comptes qui vous sont présentés les avancements et évolutions suivantes : la déconstruction du foyer Adef en 2021 et des ateliers relais en fonction du rythme de libération des lieux par les entreprises locataires, la construction de logements en 5 lots, dont 4 lots ont un permis de construire délivré. À noter que les livraisons sont prévues au premier trimestre 2026. L'immobilier économique pour le coup, le permis de construire n'a pas encore été déposé. Nous avons aussi des espaces publics, aménagement d'environ 2000 m<sup>2</sup> composés de voies de desserte, trottoirs, espaces végétalisés, un square paysager dont la réalisation, dont l'aménagement est prévu entre 2023 et 2026. Enfin le renforcement du réseau de chaleur pour y connecter les nouvelles constructions. Voici pour la programmation.

Pour ce qui concerne les aspects financiers, le CRFA et ses annexes font apparaître que le résultat prévisionnel est positif et s'élève à peu près 2000 € hors taxes, 1898 € pour être précis. Le taux de réalisation pour 2024 des dépenses est de 27 %. Pour les recettes, il est de 31 %. Voici pour l'approbation du premier Compte Financier Annuel.

**M. le Maire :** Bien. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Chalbi.

**M. Chalbi :** Merci, Monsieur le Maire. Je me permets juste d'intervenir, pas sur le volet financier, parce que là, on a un Compte Rendu Financier Annuel qui est beau, qui est bien présenté, mais il faut savoir aussi l'envers du décor. Moi, je le vis au quotidien, et je me permets de prendre la parole à ce niveau-là.

On a quand même une société qui s'appelle Valophis qui a fait des choses que je qualifierais à la hussarde, c'est-à-dire que l'on a eu la destruction d'un foyer Adef, effectivement, mais sans prévenir les copropriétés autour, sans accord, sans rien, avec des nuages de fumée, de pollution, où les habitants n'ont pas pu jouir de leur logement. On a des façades qui sont extrêmement dégradées suite à ces interventions, parce que normalement quand on fait bien les choses, quand on démolit, on convoque, il y a un juge qui délibère avec un expert au référé, qui vient voir l'avant et qui vient voir l'après. Cela n'a pas été fait. Cela a été fait maintenant lors de la reconstruction de la parcelle. On a quand même rasé une quantité d'espaces verts et d'arbres. Il a fallu intervenir. Moi, personnellement, je me rappelle, je suis intervenu sur le terrain pour arrêter le bulldozer et que Monsieur Touboul, à l'époque, arrête le massacre, et dise : « effectivement oui, on devait garder les arbres ». Non. Si je ne les avais pas vus, ils allaient tout raser. Là, on se retrouve avec des constructions complètement, je suis désolé, en prenant les gens de haut. Il y a des manières de faire qui ne sont ni faites ni à faire. Ce n'est pas parce que c'est Valophis qu'on leur doit un blanc-seing dans leur manière de gérer leurs projets sur la ville. Je me permets de le dire, je me permets d'utiliser cette assistance pour le dire, parce que c'est juste un massacre, les gens sont écœurés. Je le dis clairement. Il fait 35° dehors, on ne peut pas ouvrir nos fenêtres, on ne peut pas, même la fenêtre fermée, c'est impossible, ce sont des marteaux piqueurs, c'est à quatre mètres des fenêtres. À un moment donné, la seule manière de faire, c'est qu'ils envoient dix avocats pour nous mettre la pression, ce sont des bornages de parcelles qui sont faites sans la présence des propriétaires des parcelles adjacentes, et l'on demande après de signer des PV de bornage sans que l'on soit présent. Non. Voilà, c'est juste un rappel à l'ordre. Valophis, effectivement, agit pour le bien public, construit du logement et il y en a bien besoin, on est tous d'accord. Mais il y a des manières de faire aussi à ce niveau-là. C'est une petite prise de parole à ce niveau-là.



**M. le Maire** : Merci, Monsieur Chalbi. Oui, je suis au fait, vous m'en avez parlé, et lorsque j'assiste au Conseil d'administration de Valophis, bien sûr que je remonte tout cela. En aparté, s'il y a encore des problèmes qui subsistent, j'irai encore en parler si vous voulez. Après, parmi tous les bailleurs qui sont sur la ville, Valophis se comporte relativement bien vis-à-vis des bailleurs, mais peut-être que c'est Expansiel, là ? Oui c'est Expansiel, c'est une filiale. On peut remonter au front. Pour le bornage, nous en avons parlé et finalement c'était bon, non ? Bon, on en parlera.

**M. Chalbi** : Ils m'ont quand même menacé de dire qu'on leur devait, que la copro leur devait, 25 000 euros pour un soi-disant débord de fondation. Je leur ai quand même fait la liste des intrusions sur les parcelles privées, destruction de murets séparatifs des propriétaires. Enfin, c'est à la hussarde, je le dis clairement.

**M. le Maire** : Si cela n'a pas été payé, on verra, qu'ils fassent un geste. On en discutera. Excusez-nous, c'est un peu, mais je me mets à sa place. Je sais, j'ai vécu huit ans les travaux de tramway, je peux vous dire que c'est bon, je connais.

C'est le Compte Financier ZAC des Hautes Bornes, Remise aux faisans. Il faut voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 062*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 062 est adoptée à l'unanimité*

**→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2023-2024 de la ZAC Briand Pelloutier**

**M. le Maire** : C'est l'approbation, c'est un vote. Approbation, c'est un vote.

**M. le Maire** : Excusez-nous, il y a un quiproquo. C'est un dont acte ? Il y a écrit approbation. Approbation, c'est un vote. Mais oui, c'est un vote. On a bien voté. C'est un vote, ce n'est pas un dont acte, c'est bien un vote. Les trois, c'est un vote.

Le suivant, c'est approbation du compte financier là de la Zac Briand Pelloutier.

**M. Id Elouali** : Très bien. La ZAC Briand Pelloutier a été créée pour le projet de rénovation urbaine ANRU 1, le programme de la Convention ANRU de 2008 et du dossier de réalisation de 2010 modifié en 2022, consiste pour rappel, je vais aller vite, en la démolition des 494 logements sociaux, l'enfouissement des lignes à haute tension en 2019, un programme global de constructions de 350 logements de 2940 m<sup>2</sup>, de commerces, et 940 m<sup>2</sup> d'équipements publics, en l'occurrence pour le pôle enfance. Enfin, un programme d'équipements publics en termes d'infrastructures qui prévoit la reprise et le prolongement des voies existantes, la création d'un mail, d'une venelle, d'un square, et le raccordement des constructions à la géothermie. D'un point de vue opérationnel, la ZAC est en grande partie achevée. Il me semble que l'on arrive quasiment à la fin. Il ne nous reste plus que deux lots à construire, en l'occurrence le lot C 5, soit un ensemble immobilier Expensiel à livrer de 42 logements, et le lot D 1, soit un ensemble immobilier annoncé de 35 logements en accession propriété de la ville de Choisy-le-Roi.

Le résultat prévisionnel à terminaison est positif et s'élève à environ 1,1 million d'euros hors taxes qui se répartissent de la façon suivante : conservés par l'aménageur Valophis, près de 800 000 euros, et réservés à la Ville au titre d'un retour à meilleure fortune, 275 000 euros, soit 25 % de l'opération.

**M. le Maire** : Merci. Des observations ? Il s'agit bien d'un vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 063*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 063 est adoptée à l'unanimité*

### **→ Approbation du Compte rendu Financier Annuel (CRF) 2023-2024 de la ZAC des Navigateurs — Cosmonaute**

**M. le Maire** : Le troisième maintenant, il s'agit de la ZAC des Navigateurs-Cosmonautes

**M. Id Elouali** : La Convention ANRU a été signée en juin 2020, pour rappel, et le programme de Valophis inscrit au dossier de réalisation de 2023 de la ZAC prévoit la déconstruction de quatre immeubles HLM, cela en matière de déconstruction. En matière de construction, une offre nouvelle de logements, des rez-de-chaussée actifs en pied d'immeuble, un équipement

public socioculturel. Troisième volet en matière d'espace public, le quartier déjà doté de la géothermie verra les nouvelles constructions raccordées à ce réseau.

D'un point de vue financier, le CRFA qui concerne la ZAC des Navigateurs-Cosmonaute et ses annexes font apparaître qu'en dépenses le budget de la ZAC est de près de 21 millions d'euros hors taxes, soit un niveau quasi stable par rapport au budget initial.

En recettes, le budget de la ZAC est environ de 21 millions d'euros hors taxes, soit un niveau aussi quasi stable par rapport au budget initial qui figure dans le dossier de réalisation. Le taux de réalisation à date est donc de 16 %, tandis que le taux de la dépense à date est de 19 %.

**M. le Maire :** Merci. Des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 064*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 064 est adoptée à l'unanimité*

## **COMMERCES**

**→ Approbation du Plan d'action 2025 dans le cadre de la convention de partenariat entre la Ville de Choisy-le-Roi et la chambre de Commerce et d'Industrie Départementale du Val de Marne**

**M. le Maire :** Je donne maintenant la parole à Monsieur Thiam qui va nous présenter une convention très intéressante avec la chambre de Commerce. Monsieur Thiam, c'est à vous.

**M. Thiam :** Bonsoir à tous. On va essayer de se diviser la présentation. Il s'agit du plan d'action 2025 concernant notre partenariat stratégique avec la chambre de Commerce et d'Industrie. Pour expérience, on a déjà travaillé avec eux sur plusieurs sujets, dont un sujet les plus importants, c'est l'aide à nos commerçants pour la création d'une association de commerçants, pour pouvoir dialoguer avec la municipalité, avoir une interface avec l'ensemble de nos commerçants. Je le rappelle, j'ai demandé combien on avait de commerçants sur la ville, on a presque 500 et quelques commerces sur la ville de Choisy-le-Roi, donc une masse importante. Pour 2025, il y a une stratégie qui a été établie avec la

chambre de Commerce et d'Industrie, c'est qu'ils nous aident, en termes de compétences, à accompagner nos commerçants, nous accompagner. C'est décliné en plusieurs missions. La première, c'est un appui aux commerçants de la ville, c'est aller voir les commerçants, les orienter, leur donner des idées sur les réglementations, vraiment les aider au quotidien dans la gestion de leur commerce.

Deuxièmement, un appui aux TPE et PME. On sait qu'une ville se développe à partir de ces petites et moyennes entreprises. Ils seront aussi au contact de ces PME, pour essayer de les recenser, essayer d'avoir un rapport avec eux tout au long de l'année. Ensuite, je l'ai dit tout à l'heure, une continuation, parce qu'en 2024, on avait commencé, mais toujours travaillé sur l'appui à l'association des commerçants. Je pense que je vais laisser Monsieur le Maire terminer parce qu'il y a un deuxième volet, il y a une signature par la suite.

**M. le Maire** : Non, vous avez résumé. Ce que je peux ajouter, c'est que c'est une première cette convention de partenariat, parce que c'est la première fois où la chambre de Commerce va mettre à disposition des conseillers directement chez le commerçant et non pas à travers, entre la Ville et les commerces, comme cela se fait, etc. Là, les commerçants vont bénéficier d'un conseiller propre que ce soit pour des raisons de fiscalité, de commerce, de marketing, en direct. C'est une première dont on espère beaucoup, c'est une aide que l'on voulait apporter aux commerçants.

Des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 065*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 065 est adoptée à l'unanimité*

## → Tarification 2026 de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure

**M. le Maire** : Je redonne la parole à Madame Francisot pour la Taxe Locale sur la Publicité.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Pour la Taxe Locale sur la Publicité, il s'agit simplement de mettre à jour les valeurs que l'on prend, qui sont des tarifs qui figurent au B de l'article L 2333-9 du CGCT. C'est là que l'on tire nos prix, ce sont les tarifs maximums et

comme chaque année ces tarifs sont maximums, sont réévalués, cette année on les réévalue de 1,8 %, suivant les documents ministériels qui l'indiquent. Tout simplement.

**M. le Maire** : Merci, des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 066*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 066 est adoptée à l'unanimité*

## **PETITE ENFANCE**

### **→ Approbation d'une mise en Délégation de Service Public (DSP) de la crèche Jean EIFFEL suite au transfert de l'activité dans un nouveau Multi Accueil situé au sein de la ZAC PELLOUTIER**

**M. le Maire** : On en arrive maintenant à la Petite Enfance. Nous avons à prendre part pour l'approbation d'une mise en délégation (DSP) de la crèche Jean Eiffel suite au transfert de son activité dans notre nouvelle crèche municipale à la Zac Pelloutier. La crèche Jean Eiffel était une crèche départementale qui nous a été cédée pour l'euro symbolique par le Département. C'est très intéressant, nous la faisons fonctionner, elle intègre notre parc de crèches, nous faisons une activité. Notre nouvelle crèche à Pelloutier va accueillir les enfants qui étaient là, et cela va occasionner aussi des berceaux supplémentaires. À la crèche Pelloutier, il y aura 10 berceaux dévolus, je n'aime pas ce mot, à des enfants différents, on appelle cela handicapés, entre guillemets, et il y aura un espace, aussi, dans la journée, pour que des parents puissent laisser leurs enfants et souffler un petit peu. On tient beaucoup aussi à développer des aides sur le handicap dans la ville qui est un gros défi dans les années à venir, je pense que cela va soulager pas mal de parents. C'est inédit, oui, c'est inédit. Un espace réservé, c'est inédit. Il s'agit donc de lancer cette mise en délégation de service public pour la crèche Jean Eiffel. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Avant de vous faire part des observations qui peuvent être les nôtres, une question, pour que vous nous éclairciez les choses, parce que vous avez annoncé publiquement et ici même qu'il y aurait 72 berceaux sur la ZAC Briand Pelloutier, qu'il y aurait 72 petits Choisyens qui pourraient être accueillis, ce sont les mots que vous

avez utilisés. Est-ce que c'est en plus de ce déménagement de la crèche Eiffel, ou est-ce que c'est compris avec la crèche Eiffel ? C'est juste une première question pour être sûr de bien comprendre quel est le projet. Il n'y a pas de...

**M. le Maire** : Je vous réponds. La crèche Pelletier, initialement c'était pour 40 berceaux, je crois.

**M. le Maire** : On a augmenté le nombre de berceaux à la crèche Eiffel, il y a bien 72 en plus.

**M. le Maire** : Sur la ville, cela fait bien, puisque c'est une nouvelle crèche, plus 72, puisque la crèche Eiffel garde son activité, à 63, sous DSP. Mais il y a bien 72 places supplémentaires, puisque Pelloutier est créé, puisque c'est une nouvelle crèche. Même 75, parce que l'on crée 3 places supérieures, j'avais oublié. On crée cette nouvelle crèche avec 72 berceaux, la crèche Eiffel, on y ajoute 3 berceaux supplémentaires. Donc, cela apporte 75 berceaux supplémentaires sur la ville. Je ne sais pas si j'ai été assez clair. La nouvelle crèche Pelloutier, c'est 72 berceaux. La crèche Eiffel continue avec la création de 3 berceaux supplémentaires. Donc, nous créons 75 berceaux supplémentaires sur la ville. C'est bon ? OK. Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Cela n'empêche pas que l'on a des observations, mais je voulais que les choses soient bien claires, parce que l'on ne parle pas de la même chose dans un cas ou l'autre.

Nous, on a lu avec attention cette proposition de mise en délégation de service public, vous le savez, nous n'y sommes pas favorables dans l'absolu, sans y être opposés par principe. En l'occurrence, nous imaginons que cette crèche Pelloutier qui doit être fondée sera en délégation de service public. C'était d'ailleurs, je crois, le projet.

**M. le Maire** : Excusez-moi, Monsieur Guillaud-Bataille, c'est la crèche Eiffel qui sera en délégation de service public. La crèche Pelloutier est en direct, c'est la Ville. C'est une nouvelle crèche municipale, la crèche Pelloutier. Le personnel d'Eiffel va à Pelloutier, mais Pelloutier est une nouvelle crèche municipale avec 72 berceaux, et la crèche Eiffel qui était départementale devient municipale. Là, on la propose en DSP, Eiffel. Ce n'est pas clair ?

**M. Guillaud-Bataille** : Non, ce n'est pas clair du tout, Monsieur le Maire, je me concentre autant que je peux, mais là honnêtement... Donc, les personnels vont à Pelloutier, mais Eiffel continue d'avoir une activité, il n'y a pas de DSP à Pelloutier, mais par contre il y a une DSP sur Eiffel. Non, ce n'est pas simple, je vous jure.

**M. le Maire** : Attendez, je recommence très simplement. Il y avait la crèche Eiffel, la crèche Pelloutier n'existait pas. Donc, nous créons la crèche Pelloutier avec 72 berceaux. Cette crèche est municipale. 72 berceaux. Comme c'est une création, le personnel, on a besoin de personnel, le personnel de la crèche Eiffel qui était existante va rejoindre la nouvelle crèche Pelloutier. Eiffel va continuer son activité, mais sera gérée en DSP. On souhaite, on met au vote.

**M. Guillaud-Bataille** : Sur le site d'Eiffel ?

**M. le Maire** : Oui, sur le site d'Eiffel, bien sûr. La crèche reste là-bas.

**M. Guillaud-Bataille** : Excusez-moi, ce qui n'était pas clair dans la formulation, c'est le déménagement, c'est-à-dire qu'il fallait comprendre que c'était le déménagement du personnel, mais pas de l'activité de la crèche. Excusez-moi, ce n'était pas clair dans la formulation.

**M. le Maire** : Je comprends. C'est pour cela que je reprécise plus simplement. La crèche Eiffel demeure où elle est, on vous propose de la gérer en DSP, et la nouvelle crèche municipale Pelloutier, c'est le personnel d'Eiffel qui va s'en occuper, qui est municipal.

**M. Guillaud-Bataille** : D'accord. Écoutez, au moins comme cela, on a compris, je vous remercie.

**M. le Maire** : D'autres interventions ? On peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Pardon ? Excusez-moi, abstentions, donc...

**M. le Maire** : C'est noté ? Madame Lanternier ne prend pas part au vote, elle se déporte. Vous avez le décompte, on passe au point suivant ? Bon.

*Vote de la délibération n° 25 067*

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE EI Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 5 (BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 1 (LANTERNIER Lucie)

*La délibération n°25 067 est adoptée à l'unanimité*

### → Rapport d'activité Tony LAINÉ 2024

**M. le Maire** : Le point suivant, justement, il s'agit du rapport d'activité Tony Lainé qui est en DSP depuis bien longtemps. C'est juste prendre acte de ce rapport d'activité, néanmoins, il peut y avoir des remarques dessus. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Non, je n'en vois pas, très bien. On peut passer au point suivant, puisque ce n'est pas un vote.

*Le Conseil municipal prend acte de la délibération n° 25 068.*

## SPORTS

### Convention de partenariat projet Crito'Star 2025 avec l'association TCM91-CMOM Team Cycliste Morangis.

**M. le Maire** : Le point suivant. Où en est-on ? Il faut voter. Cela, c'est les 10 000 euros que l'on donne. On en vient maintenant à la convention qui nous permet de maintenir ce projet et où la Ville va avoir à disposition 23 000 euros, ce qui fait que cela ne coûtera rien à la Ville, c'est quand même bien. Enrique.

**M. Marques** : Pour l'organisation du Crito'Star, plusieurs services de la commune sont très impliqués comme chaque année : les sports, les relations publiques, les fêtes et cérémonies, la voirie, le pôle tranquillité publique, le développement numérique et réseaux. Chaque année en matériel, communication et heures supplémentaires travaillées, ce sont entre 20 000 et 25 000 euros qui sont investis par la commune. On peut citer la sécurisation du parcours, le barriérage, la location des barnums petits et grands, les supports de communication comme les flyers, les affiches, ou le programme, et évidemment les heures supplémentaires travaillées par les agents de la collectivité.

Depuis plusieurs années déjà, le SEDIF et sa marque L'eau d'Île-de-France sont partenaires de nombreuses courses, plus d'une vingtaine dont les plus importantes regroupent 10 000 à 15 000 participants, comme le semi-marathon de Boulogne Billancourt. Sa contribution au mouvement sportif s'est également traduite par une participation aux Jeux olympiques de 2024. Avec l'usine Edmond Pépin qui est implantée dans notre ville, et dans la mesure où la course passe devant l'entrée de cette usine, tous les éléments favorables ont permis de concrétiser un partenariat avec une contribution de 23 000 euros dans le cadre d'une convention que nous vous proposons d'approuver.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Marques. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 069*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. PANETTA Tonino)

*La délibération n° 25 069 est adoptée à l'unanimité*

**→ Approbation de la subvention de financement par le SEDIF du Crito'Star 2025**

**M. le Maire** : Le point suivant, je vais donner la parole à Monsieur Marques puisqu'il va nous présenter une convention de partenariat entre le SEDIF et la commune de Choisy-le-Roi pour une aide au financement du Crito'Star.

**M. le Maire** : Oui, c'est ce que je viens de dire, une convention, cela passe par une convention.



**M. le Maire** : Non, moi, je l'ai en deuxième. Je vais demander vérification. Le point suivant, c'est l'approbation de la convention entre le SEDIF et la commune de Choisy pour le financement. C'est bien cela ?

**M. le Maire** : Ce n'est pas grave, mais il est dans cet ordre-là.

**M. Marques** : Merci Monsieur le Maire, chers collègues. Le mercredi 30 juillet se tiendra la 8e édition du critérium, 4 jours après l'arrivée sur Paris du Tour de France. Implanté dans le quartier du port, avec un parcours inchangé, organisé et encadré par 35 bénévoles, sa formule sportive sera très différente cette année. En effet, 10 équipes constituées de garçons pro et de féminines rouleront en relais derrière « dorny ». Les filles assureront le départ pour 5 tours, puis elles passeront le relais à leurs équipiers masculins qui rouleront 5 tours également, et ce pour environ 60 tours. Le relais se fera devant la ligne d'arrivée pour le spectacle et chaque pilote dorny sera identifié par une couleur différente. Il s'agit d'une première en matière de cyclisme. En effet, jamais une course n'a été organisée de la sorte. Le budget de cette manifestation, pour l'association cycliste de Morangis, s'élève à environ 70 000 euros. Nous vous proposons de voter une subvention de 10 000 euros.

**M. le Maire** : Ce n'est pas grave, on peut verser, celle-ci c'est ce qui se fait usuellement avec la Ville qui versait 10 000 euros, mais c'est pour cela que le point n° 1, c'était la Convention avec le SEDIF, parce que nous ne souhaitons pas, pour une question d'économie, nous avons souhaité trouver un sponsor pour cette manifestation, donc la convention avec le SEDIF qui était le premier point, cette manifestation coûtait à la Ville toutes ces années 22 000 ou 23 000 euros, donc nous avons fait une convention avec le SEDIF qui va être le sponsor principal de cette manifestation. Cela passe sur le circuit à hauteur de 23 000 euros, ce qui nous permet, à nous, de verser 10 000 euros. Cela ne coûtera donc rien à la Ville.

Il faut voter la Convention avec le SEDIF.

**M. le Maire** : S'il vous plaît, on se calme. On vote pour la convention avec le SEDIF. Je ne comprends pas d'où est venue cette... tout le monde a l'inverse ? Mais alors, qu'est-ce que l'on me présente, là ?

**M. le Maire** : Excusez-nous, il y a eu une erreur d'ordre des délibérations. En fait, les deux délibérations concernent le Crito'Star, au temps pour nous c'est sur ma feuille que c'est inversé, et pas sur les vôtres.

Donc, cette manifestation, effectivement, la Ville versait 10 000 euros à l'association qui organise cela, nous avons aussi le salaire des agents qui participent, ce qui représente en tout une somme de 23 000 euros. Nous n'étions plus en capacité de l'assurer. J'avais dit que si l'on ne trouvait pas un sponsor, nous serions obligés d'arrêter, ce qui aurait été dommageable. Nous avons trouvé un sponsor, le SEDIF, c'est la première délibération, mais cela a été inversé, je suis désolé, qui nous permet de continuer à verser les 10 000 euros à l'organisateur et qui prend en charge les frais des agents qui mettent les barrières, etc. On peut voter dans l'ordre que l'on veut, mais c'est cela. Ce que tu as présenté, Enrique, c'était le point ?

**M. Marques** : Morangis.

**M. le Maire** : Très bien, donc les 10 000 euros que la Ville verse. On verra ensuite la convention où le SEDIF donne 23 000 euros à la Ville parce que cela couvre nos frais. Monsieur Ali Id Elouali voulait intervenir.

**M. Id Elouali** : Je voulais intervenir sur la convention parce que je suis un peu perdu sur le SEDIF. Est-ce que je peux, est-ce que l'on peut intervenir là-dessus ?

Je vais voter contre. Oui, je vais voter contre. Je n'ai jamais été emballé par cette expérience, cela fait 2, 3 ans que l'on fait cela, pour moi ce ne sont que des nuisances sonores, des nuisances de pollution de l'air. Je ne vois pas d'intérêt, je vois très, très, très, peu de Choisyens venir, c'est en bas de chez moi, je ne vois pas de retour non plus même sur l'image de la Ville, je ne vois pas de retour dans la presse, je ne comprends pas le sens de cette activité.

Le SEDIF voudrait dans ses grandes œuvres donner de l'argent, je pense que la Ville a suffisamment de projets pour mettre de l'argent du SEDIF là-dessus, sur des projets qui ont un peu plus de sens. Je vais voter contre le Crito'Star.

**M. le Maire** : On pourra en discuter. Chaque année, il y a un nombre croissant de public et moi, souvent, dans la ville et...

**M. Id Elouali** : Je n'ai pas vu de compte rendu là-dessus. À ce jour, on n'a jamais vu un vrai bilan chiffré sur la fréquentation, sur le coût.

**M. le Maire** : On en fera d'autant plus cette année que cela ne coûtera rien à la Ville. Ce que je peux vous dire, c'est que de nombreux Choisyennes et Choisyens m'ont demandé s'il avait lieu et de nombreux Choisyennes et Choisyens viennent.

**M. Id Elouali** : Moi, de nombreux Choisyennes et Choisyens de mon quartier me disent : « Qu'est-ce que c'est que ce bazar ? »

**M. le Maire** : Monsieur Ali Id Elouali, j'ai compris votre position. Tout le monde a son opinion. Moi, je trouve que c'est une bonne chose que j'avais applaudie à l'époque lorsque j'étais dans l'opposition, qui avait été initiée par la précédente majorité, et je crois que vous aviez voté pour lors de la précédente majorité, vous aviez voté pour le Crito'star. Je me souviens, moi aussi j'avais voté pour. J'estime qu'il y a quand même des enfants, cela amène de la joie dans la ville, et si, cela amène quand même une notoriété, mais ce n'est pas cela que nous recherchons, ce n'est pas cette notoriété que nous recherchons, c'est d'amener un élément quand même important où des Choisiennes et des Choisyens, il y a des passionnés de vélo à Choisy-le-Roi, où les enfants et les adultes ont plaisir à voir d'anciens champions cyclistes ou de voir les nouveaux. Il y a aussi des féminines qui font une course, et cela permet aussi de donner accès à des féminines Choisyennes qui pratiquent le vélo de faire cette course, et cela permet aussi aux enfants, de faire ce circuit et de participer, il n'y a pas de fête plus populaire que le vélo. Il n'y a pas la foule du Tour de France, nous n'avons pas cette prétention, mais cela a quand même trouvé son public. Les événements sont rares, et que des gens viennent découvrir notre ville, moi, tous ceux qui sont présents, ils pourraient être peut-être plus nombreux, mais ils repartent tous avec des étoiles dans les yeux. Ils sont tous heureux. Après chacun peut se faire son opinion. Oui, Danièle.

**Mme Gaulier** : J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer là-dessus lors du bureau municipal. Personnellement, je soutiens cette manifestation parce qu'en termes de, alors je ne suis pas une grande connaissance du cyclisme, mais le dergy est vraiment une épreuve traditionnelle, il n'y en a pas beaucoup, que les amateurs de cyclisme apprécient, cela permet de faire perdurer un type de course que l'on ne voit pas beaucoup ailleurs. Au titre du développement économique, effectivement, il y a des habitants, c'est une épreuve sportive, mais il y a des sponsors qui viennent. Et moi, à chaque fois que j'ai participé à cette manifestation, bien que je ne sois pas une grande connaissance en matière de cyclisme, j'ai toujours été intéressée par les gens qui sont venus, les sponsors. Je sais que par exemple,

au moment du COVID, il y a des gens qui m'ont expliqué comment fonctionnait la logistique. Donc, c'est une manière d'attirer dans la ville de Choisy des gens qui contribuent à l'activité économique, de faire connaître notre ville et de trouver, certainement, des partenaires pour des projets. C'est pour cette raison que je soutiens. Pour moi, ce n'est pas uniquement une histoire de désordre, de choses comme cela. Je crois qu'il faut à un moment donné positiver sur les animations.

**M. le Maire :** C'est une publicité pour la petite reine. On fera, si vous voulez, un rapport, mais je constate que chaque année il y a quand même toujours un petit peu plus de monde. Il faut essayer de contenter tout le monde, sinon on peut aussi supprimer le 14 juillet qui a lieu aussi au quartier du port et qui met plus de bazar que le Crito'Star. Oui, le 14 juillet a lieu au quartier du port et cela fait plus de bruit. C'est à minuit, cela empêche les gens de dormir, il y a un feu d'artifice qui fait du bruit.

**M. Id Elouali :** N'exagérons pas, quand même. Le 14 juillet, il y a toute la ville au quartier du port.

Quand j'entends ma collègue qui dit qu'il y a des sponsors, j'ai envie de lui dire combien de projets, combien de contrats tu as pu ramasser grâce au Crito'Star, combien de cartes de visite ?

**M. le Maire :** Non, ce n'est pas cela qu'elle veut dire.

**M. Id Elouali :** C'est ce qu'elle veut dire. Même en termes de notoriété, je n'ai pas vu un article dans Le Parisien.

**M. le Maire :** Ah, si. S'il vous plaît. On a la chance d'avoir un événement qui ne va rien coûter à la Ville, puisque l'on récolte 23 000 euros, et c'est ce que cela nous coûtait, même un peu moins.

**M. Id Elouali :** On les affecte aussi aux pistes cyclables, puisque Madame Gaulier dit que c'est bien pour les amateurs de cyclisme, le SEDIF serait fier, on serait fier que l'on mette cela sur les pistes cyclables de la Ville.

**M. le Maire :** Faites comme moi, trouvez des sponsors qui donneront des sous pour les pistes cyclables. Chaque élu peut amener des sous à la Ville. Ce qu'il y a d'intéressant dans cette opération, cela ne coûte rien à la Ville. Cela avait été initié par l'ancienne majorité, à l'époque j'avais félicité pour cette initiative l'ex-premier adjoint, Patrice Diguët, que j'avais invité et que j'invite, dès que nous-mêmes nous avons poursuivi. C'est quand même une belle vitrine pour Choisy, surtout les habitants, c'est quand même une belle manifestation où les élus aussi prennent plaisir à se rendre. C'est aussi important de se retrouver au contact de cyclistes et des Choisyennes et des Choisyens. Ce n'est pas la foule du Tour de France, on n'a jamais eu cela, mais les gens ont pris les habitudes, ils y sont attachés. Encore cette semaine, des personnes m'ont demandé à la réunion de quartier : « C'est quand le Crito'Star ? » Je leur ai donc donné la date. J'espère que l'on ne va pas les décevoir parce qu'ils ont bien noté, c'est le 30 juillet, ils étaient contents. Il faut de tout. Il y a ceux qui aiment le foot, il y a ceux qui aiment le cyclisme. Il y a ceux qui n'aiment ni l'un ni l'autre, il y a ceux qui aiment le théâtre, il y a ceux qui aiment la musique. Nous essayons de donner satisfaction à tout le monde.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? On va procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? 5 votes. Enfin, ce n'est pas moi qui compte. Vous comptez ? Il y a 5 votes contre. Abstentions ? Je n'en vois pas. Il y a donc 5 ou 6 votes contre, vous avez compté ? Bénédicte a un mandat. Très bien. Merci pour les amoureux du cyclisme, ce sera une très belle journée.

*Vote de la délibération n° 25 070*

Ont voté pour : 34

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 7 (ID ELOUALI Ali, HACHE Bénédicte, CHIRRANE El Arbi, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOUGUEROUA Hamida)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 070 est adoptée à la majorité.*

## **ÉCOLE MUNICIPALE DANSE GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ARTS CHORÉGRAPHIQUES**

### **→ Adhésion de la commune de Choisy-le-Roi à l'association Nationale Irène POPARD**

**M. le Maire** : Maintenant, nous passons à l'école municipale de danse. Je donne la parole à Madame Ostermeyer qui nous présente un beau projet. On est là dans la culture.

**Mme Ostermeyer** : Bonsoir à toutes et tous. Je souhaite soumettre à votre approbation l'adhésion de notre école municipale de danse via notre commune à l'Association nationale Irène POPARD. Cette méthode spécifique fusionne les qualités des gymnastes et des danseurs tout en étant accessible à tous, et nous tenons beaucoup à cette inclusivité. Cette adhésion à une association nationale permet une transmission de cette méthode Irène POPARD, de relier les professeurs diplômés pour les défendre, et de mettre en place des stages et des formations. Tout cela pour une cotisation de 75 €. Donc, dans l'intérêt de notre école, de sa professeure et de ses élèves, je vous propose de valider cette adhésion. Merci.

**M. le Maire** : Merci. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n° 25 071*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien,

LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 071 est adoptée à l'unanimité*

## **DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ (DLC)**

### **→ Financement des actions 2025 dans le cadre du contrat de ville « Engagement quartier 2030 »**

**M. le Maire :** Nous arrivons maintenant au DLC, développement local citoyen. Je vais donner la parole à Sabrina Fontaine pour le financement des actions 2025 pour le contrat de ville.

**Mme Fontaine :** Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Le financement des actions 2025 dans le cadre du contrat de ville « Engagement quartier 2030 ». Le contrat de ville « Engagement quartier 2030 » a été approuvé par le Conseil municipal du 6 novembre 2024 et signé le 2 décembre 2024 par l'ensemble des communes de l'établissement public territorial 12 qui est le Grand Orly Seine Bièvre. Depuis le 1er janvier 2016, la compétence politique de la Ville a été transférée à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre qui assure la contractualisation, l'animation, la coordination à l'échelle intercommunale. Les communes restent responsables de la mise en œuvre opérationnelle. Une nouvelle contractualisation a eu lieu en 2024 et a donné naissance au nouveau contrat de ville intitulé « Engagement quartier 2030 ». Durant ce processus de contractualisation, l'État a redéfini les frontières des différents quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Dans cette optique, Choisy-le-Roi compte désormais 2 quartiers prioritaires retenus au titre de la géographie prioritaire de la politique de la ville : le quartier Sud, déjà quartier prioritaire dans le dernier contrat de ville, et maintenant le quartier Centre-ville Barbusse. Il est à noter que la catégorie quartier de veille, à laquelle appartenait le quartier centre-ville dans le cadre du précédent contrat de ville, n'est plus présente dans le nouveau contrat de ville. Elle est remplacée par la notion de poche de pauvreté qui concerne les espaces plus restreints et ne disposera que d'un budget minime. Avec l'intégralité des projets qui sont présentés ici, ils ont vocation à se déployer au sein des 2 quartiers prioritaires de la ville, le contrat de ville décline les engagements des signataires quant à la mise en œuvre des moyens spécifiques dédiés aux quartiers prioritaires, ainsi que la mobilisation du droit commun sur ces mêmes quartiers.

Grâce à ce partenariat, des actions sont menées collectivement et soutenues financièrement. La Ville ayant ratifié ce contrat de ville en novembre 2024, elle y inscrit sa volonté de soutenir les actions mises en place dans le cadre de la politique de la ville par des acteurs associatifs et partenaires. Dans cette optique, il convient de soutenir les porteurs de projets en complétant le financement qui leur est apporté par la préfecture.

Les actions proposées, au niveau de l'Engagement quartier 2030, au niveau de la nomenclature des interventions sur le BOB 147, vous avez plusieurs thématiques et ambitions :

- La transition écologique : promouvoir des quartiers plus verts, la poursuite de la rénovation urbaine, et des mobilités douces et durables,

- Le plein emploi : favoriser l'entrepreneuriat et le travail indépendant, soutenir l'insertion dans l'emploi, encourager la formation professionnelle et lutter contre les discriminations.
- Au niveau des services publics : favoriser l'accueil du jeune enfant, mettre l'accent sur la réussite éducative, soutenir la santé et l'accès aux soins. Encourager l'accès à la culture et au sport. Assurer la sécurité et la tranquillité publique et travailler sur la proximité des lieux de service et assurer l'accès aux services à tous les âges de la vie.
- Sur la politique de la ville renouvelée : promouvoir la mixité sociale dans le logement et mobiliser les nouveaux outils de la politique de la ville, notamment la concertation avec les usagers.

Concrètement, au niveau de l'EPT, il y a plusieurs thématiques, aussi, qui sont en jeu dans cet « Engagement quartier 2030 » : répondre aux enjeux de l'habitat sur les quartiers, y faire vivre la mixité sociale, accompagner chacun et chacune vers l'emploi et favoriser l'accès à l'offre des services de proximité, soutenir l'accès aux droits et prévenir les non-recours.

Concrètement, cette année, au niveau des projets ville financés par l'État, on a en tout 10 projets de ville. On a 3 projets au niveau de l'éducation pour un montant total de 136 800 euros. La santé, 3 projets pour 24 000 euros. La culture et expression artistique, un projet à 8000 euros. Autour de la citoyenneté, un projet à 3500 euros. Au niveau de l'emploi, aucun au niveau de la Ville puisque c'est au niveau du Territoire. Dans le cadre de vie et transition, un projet à 2000 euros. Médiation sociale, un projet à 2000 euros. Pour la transition, aucun au niveau de la Ville. En revanche, on a 16 projets associatifs pour un montant total de 88 700 euros avec au niveau de l'éducation, un projet à 4000 euros, culture et expression artistique, 5 projets. Je ne vais pas vous faire tout le détail, mais vous avez 16 projets associatifs.

Vous avez un total de subventions étatiques à 265 000 euros. On a évidemment une subvention Ville au titre des crédits politiques de la Ville pour une enveloppe de 17 000 euros qui ne bouge pas. Je tenais à le dire parce que c'est important avec les coupes budgétaires, on a décidé de maintenir cette enveloppe, vous aurez donc au niveau de la répartition, pareil, tous les projets qui ont été subventionnés par l'État seront abondés par ce crédit de 17 000 euros supplémentaires. Vous avez tout le détail dans le tableau en annexe. Je vous propose de voter cette délibération.

**M. le Maire :** Merci, Madame Fontaine. Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 25 072*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathali

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 072 est adoptée à l'unanimité*

**→ Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux — année 2025**

**M. le Maire** : Madame Fontaine garde la parole. Subvention municipale aux associations locales.

**Mme Fontaine** : C'est la répartition de la subvention municipale. Lors du vote du budget primitif le 2 avril 2025, une enveloppe a été déterminée permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2025. Une première ventilation de cette subvention a été portée dans le document budgétaire, mais l'intégralité de cette somme n'a pas été affectée, en attente des décisions prises par la commission culture, événement, vie associative, citoyenneté, politique de la Ville, chargée de se prononcer sur l'attribution.

Vous avez un tableau de répartition, je ne vais pas vous faire tout le détail. Je voulais juste noter que vous avez donc versé en 2024 et proposé en 2025, on avait un total enveloppe associations en 2024 pour 61 associations de 84 850 euros. Cette année, c'est pour 76 associations, avec une augmentation de 9 % avec un total de 92 550 euros.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver cette répartition. Malgré les coupes budgétaires, on a quand même fait une évolution de 9 %.

**M. le Maire** : Merci, Madame Fontaine. C'est ce que j'expliquais tout à l'heure en ce qui concerne le social, le bien-être de nos Choisyennes et Choisyens, et tout ce que l'on peut leur apporter dans leur quotidien, non seulement on maintient, mais on augmente. Cela n'a pas été facile, mais on a augmenté. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Hutin.

**M. Hutin** : Juste pour vous dire que je ne pourrai pas prendre part à ce vote.

**M. le Maire** : Très bien, d'accord, donc sans Monsieur Hutin. Y a-t-il des votes contre ? Par contre, vous n'avez pas de mandat ?

**M. Hutin** : Non.

**M. le Maire** : D'accord. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n° 25 073*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien,

SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (HUTIN Sébastien)

*La délibération n° 25 073 est adoptée à l'unanimité*

## MÉDIATHÈQUES

### → Approbation du nouveau règlement intérieur des médiathèques de Choisy-le-Roi

**M. le Maire** : Nous passons maintenant à la médiathèque, je redonne la parole à Madame Ostermeyer. Il y a un nouveau règlement dans les médiathèques de Choisy-le-Roi.

**Mme Ostermeyer** : C'est cela. Il a été quelque peu dépoussiéré, donc je reviens vers vous avec la proposition d'une adaptation d'un nouveau règlement intérieur de nos médiathèques, ceci afin de clarifier et de mettre à jour les principes de fonctionnement de l'équipement et aussi de l'accueil des usagers. En l'allégeant des dispositions redondantes déjà prévues par la loi, et en reformulant les règles de base dans un langage clair et accessible, nos agents espèrent une meilleure appropriation du règlement par le public.

4 modifications principales sont détaillées dans la notice, vous l'avez vu. Pour résumer très vite : l'extension de la gratuité pour les personnes à besoins spécifiques en lien avec les partenaires avec lesquels nous travaillons déjà. L'affirmation, et cela fait du bien de le dire, de la responsabilité des parents, cela va quand même toujours mieux en le disant. La gratuité du renouvellement annuel de la carte physique, en cas de perte, elle sera renouvelée gratuitement une fois par an. Enfin, l'extension de l'accès pour d'autres animaux que les chiens guides d'aveugle. Il y a aussi d'autres chiens d'assistance par exemple qui seront admis dans l'équipement. Ces points remporteront, je n'en doute pas, votre adhésion. Je laisse les votes s'exprimer.

**M. le Maire** : Merci. On simplifie la gratuité, on l'étend, là encore. Je suis très content de ce nouveau règlement parce que bien sûr, il a été fait à la demande et en approbation avec les agents de la médiathèque. Je me méfiais des nouveaux animaux, les crocodiles sont acceptés ? J'avais un petit doute.

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je ne pense pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n° 25 074*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida,



DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien ?  
LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 074 est adoptée à l'unanimité*

## **RELATIONS PUBLIQUES/JUMELAGE**

**→ Attribution d'une subvention dans le cadre des échanges entre les centres de secours de Choisy-le-Roi et Hennigsdorf.**

**M. le Maire :** Je vais maintenant donner la parole à l'excellent Damien Desroches pour un projet de subvention dans le cadre des échanges de secours et notre vie de jumelée d'Hennigsdorf.

**M. Desroches :** Merci, Monsieur le Maire, c'est beaucoup d'honneur. Bonsoir tout le monde. Comme vous le savez, traditionnellement, les centres de secours de Choisy-le-Roi et d'Hennigsdorf entretiennent des liens fraternels et organisent chaque année des événements salutaires de sensibilisation ici et en Allemagne. Lors du budget primitif, il a été voté une subvention de 500 euros, mais nous avons souhaité revoir cette somme pour la porter à 700 euros, au regard des dépenses engagées pour le déplacement de nos pompiers à Hennigsdorf les 3 et 4 mai, ainsi que l'accueil de leurs homologues allemands à Choisy du 16 au 18 mai dernier. Cette délibération permettrait de rendre hommage à leur dévouement et leurs initiatives. Merci à toutes et à tous.

**M. le Maire :** Merci. Des interventions ? Je ne pense pas. Des votes contre ? Abstention ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n° 25 075*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien ?  
LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 075 est adoptée à l'unanimité*

## **CONSERVATOIRE**

### **→ Adhésion association Conservatoires de France**

**M. le Maire** : Nous arrivons maintenant sur le dernier point, le conservatoire. Je redonne la parole à Madame Ostermeyer. Après, c'est l'administration générale.

**Mme Ostermeyer** : Une dernière fois ce soir je sollicite votre vote pour l'adhésion de notre conservatoire à l'association Conservatoires de France, afin de donner tous les outils aux équipes du conservatoire pour assurer un enseignement adapté aux attentes et évolutions de notre société. Je vous présente cette proposition d'une adhésion annuelle à 151 €, qui permettra donc à nos professionnels de travailler en réseau, tout comme d'accéder à des journées d'étude et de formation, ou encore de partager leurs expériences pratiques avec leurs pairs. Je vous en remercie.

**M. le Maire** : Merci, Madame Ostermeyer. C'est toujours bien de s'ouvrir et d'avoir d'autres connaissances que les nôtres uniquement.

Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n° 25 076*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien ? LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 25 076 est adoptée à l'unanimité*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire** : Merci. Le dernier point, les fameuses décisions L-2122-22. Si vous avez des interventions, des questionnements là-dessus ? Je n'en vois pas.

Très bonne soirée. Merci de cet excellent Conseil municipal. Si l'on ne se revoit pas, bonnes vacances.

Pour ceux qui seront là, je vous donne rendez-vous au Crito'Star le 30 juillet.

*La séance est levée à 22 h 16.*